

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de La Financière agricole du Québec (la « Société ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, lesquelles respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables.

La Financière agricole du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent, de même qu'aux diverses ententes Canada-Québec. La Financière agricole du Québec doit, au moins tous les cinq ans, effectuer une analyse actuarielle de ses opérations et colliger tout renseignement utile à la fixation des taux de contribution à l'égard d'un programme d'assurance et à l'ajustement des paramètres dans l'établissement de la provision générale pour garanties de prêts.

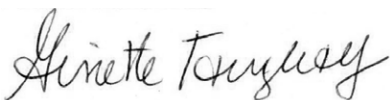
Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers consolidés de La Financière agricole du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour La Financière agricole du Québec,



Ernest Desrosiers
Président-directeur général



Ginette Tanguay
Vice-présidente aux affaires corporatives

Lévis, le 14 juin 2019

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le comité de vérification est composé exclusivement d'administrateurs externes et entièrement indépendants de l'organisation. Il relève directement du conseil d'administration.

Le comité rencontre deux fois l'an le Vérificateur général du Québec, lequel a un accès libre et direct au comité.

Les membres du comité ont examiné les états financiers consolidés dressés par la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et en ont discuté avec la haute direction de l'organisation.

Le comité a également discuté avec le Vérificateur général du Québec des normes comptables et d'audit en vigueur pour le présent exercice, tout comme il a examiné les commentaires de ce dernier.

Compte tenu des vérifications et des examens effectués, le comité de vérification a recommandé l'adoption des états financiers consolidés audités au conseil d'administration.

Pour La Financière agricole du Québec,



Pascale Mongrain
Présidente du comité de vérification

Lévis, le 14 juin 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de La Financière agricole du Québec et de ses filiales (« la Société »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état consolidé des résultats et de l'excédent cumulé, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Société au 31 mars 2019, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation consolidés, de la variation de ses actifs financiers nets consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendante de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- j'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et j'assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Christine Roy, CPA auditrice, CA

Christine Roy, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale adjointe

Québec, le 14 juin 2019

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

REVENUS

	2019		2018
	Budget	Réel	Réel
Contribution du gouvernement du Québec (note 3)	431 113	426 380	435 641
Contribution du gouvernement du Canada (note 4)	63 684	76 483	82 895
Contributions des participants au programme Agri-stabilité	4 252	5 607	3 421
Droits administratifs	5 371	5 557	5 417
Intérêts—Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	5 477	5 777	4 019
Intérêts—Fonds d'assurance récolte	--	69	1
Revenus de placement (note 5)	20 218	28 815	16 920
Quote-part dans le résultat net des participations (note 15)	--	2 093	(48)
Distribution—Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	--	--	38 009
Autres revenus	--	798	2 610
	530 115	551 579	588 885

CHARGES

Contribution au Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	128 581	111 936	109 014
Contribution au Fonds d'assurance récolte	26 513	25 793	34 215
Programme Agri-stabilité (note 6)	28 694	51 589	42 820
Programme Agri-investissement (note 6)	31 496	31 308	34 008
Programme Agri-Québec (note 6)	84 383	91 528	89 804
Programme Agri-Québec Plus (note 6)	13 486	5 528	16 659
Subvention à l'investissement et contribution au paiement de l'intérêt	10 600	8 251	4 086
Programme d'appui financier à la relève agricole	14 300	11 815	11 093
Autres programmes (note 7)	2 703	2 561	11 364
Provision (reprise) pour garanties de prêts (note 23)	3 900	(27 167)	3 163
Frais d'administration (note 8)	58 528	56 548	55 054
Intérêts	1 900	2 547	1 713
	405 084	372 237	412 993
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	125 031	179 342	175 892
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		657 960	482 068
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 9)		837 302	657 960

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE au 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	376 474	188 824
Créances et revenus de placement à recevoir (note 10)	4 962	4 830
À recevoir de Capital Financière agricole inc. (note 11)	39	56
À recevoir des Fonds (note 12)	280 995	266 809
À recevoir du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	69	4 435
À recevoir du gouvernement du Canada (note 13)	100 542	89 072
Prêts et ouverture de crédit (note 14)	37 020	40 026
Placements (note 15)	688 468	705 224
	1 488 569	1 299 276
PASSIFS		
Charges à payer (note 17)	8 548	8 032
Comptes des participants au programme Agri-investissement (note 18)	64 387	65 921
Comptes des participants au programme Agri-Québec (note 19)	216 864	209 664
Revenus reportés (note 20)	70 553	51 974
Dû aux Fonds (note 21)	522	8 776
Dettes (note 22)	30 365	30 044
Provision pour programme Agri-stabilité (note 6)	37 472	31 278
Provision pour programme Agri-investissement (note 6)	36 407	35 023
Provision pour programme Agri-Québec (note 6)	104 485	87 555
Provision pour programme Agri-Québec Plus (note 6)	22 766	25 202
Provision pour garanties de prêts (note 23)	49 403	77 085
Provision pour vacances	5 108	4 961
Provision pour congés de maladie (note 24)	11 433	12 477
	658 313	647 992
ACTIFS FINANCIERS NETS	830 256	651 284
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 25)	7 046	6 676
EXCÉDENT CUMULÉ (note 9)	837 302	657 960
Compte dédié aux garanties de prêts (note 26)		
Obligations contractuelles (note 27)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Ernest Desrosiers
Président-directeur général



Alain Gagnon
Président du conseil d'administration

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

	2019		2018
	Budget	Réel	Réel
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	651 284	651 284	475 889
Excédent de l'exercice	125 031	179 342	175 892
Variation due aux immobilisations :			
Acquisitions		(1 720)	(1 795)
Produit de disposition d'immobilisations		2	1
Gain sur disposition d'immobilisations		(2)	(1)
Amortissement		1 350	1 298
		(370)	(497)
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	125 031	178 972	175 395
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	776 315	830 256	651 284

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent de l'exercice

Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :

Amortissement des immobilisations

Gain sur disposition d'immobilisations

Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs

Gain sur disposition de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Quote-part dans le résultat net des participations

Variation de la provision pour garanties de prêts

Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement (note 28)

Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement

ACTIVITÉS DE PLACEMENT

À recevoir de Capital Financière agricole inc.

Encaissements de prêts et ouverture de crédit

Ouverture de crédit

Produit de disposition de billets à terme adossés à des actifs

Acquisition de placements

Produit de disposition de placements

Flux de trésorerie liés aux activités de placement

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

Acquisition d'immobilisations

Produit de disposition d'immobilisations

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Dettes effectuées

Dettes remboursées

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :

Encaisse

Dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Acceptations bancaires

Billets à escompte

2019	2018
179 342	175 892
1 350	1 298
(2)	(1)
(45)	(354)
--	(228)
(2 093)	48
(27 682)	2 449
150 870	179 104
16 284	(19 148)
167 154	159 956
17	4
40 006	42 267
(37 000)	(40 000)
303	972
(3 607)	(65 840)
22 198	1 455
21 917	(61 142)
(1 744)	(1 771)
2	1
(1 742)	(1 770)
502	31
(181)	(2 042)
321	(2 011)
187 650	95 033
188 824	93 791
376 474	188 824
303 084	112 192
8	9
3 482	28 718
69 900	47 905
376 474	188 824

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Financière agricole du Québec est une personne morale, constituée en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec* (RLRQ, chapitre L-0.1). La Société est gérée en partenariat avec le milieu agricole et a principalement pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Elle met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances, de capital de risque et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

Également, la Société assure aux prêteurs le remboursement des pertes de principal et des intérêts résultant des prêts agricoles ou forestiers ainsi que de certaines dépenses admises par le programme. En vertu de sa loi, la Société doit maintenir un compte exclusivement dédié à la couverture des risques éventuels de pertes découlant des engagements financiers bénéficiant de la garantie de remboursement (Compte dédié).

De plus, La Financière agricole administre, à titre de fiduciaire, le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Fonds d'assurance récolte (« Les Fonds »), lesquels font l'objet d'états financiers distincts. En vertu de leur programme respectif, la Société assume une partie des primes annuelles.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers consolidés, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont l'établissement des dépenses de programmes, des provisions pour les programmes, pour les garanties de prêts, les congés de maladie, la contribution du gouvernement du Canada et la contribution à recevoir de celui-ci, ainsi que de la moins-value durable sur les placements.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de La Financière agricole du Québec, de Capital Financière agricole inc. et de Financière agricole du Québec—Développement international.

Méthode de consolidation

Les comptes de La Financière agricole et de Financière agricole du Québec—Développement international sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

La participation dans Capital Financière agricole inc. est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part du résultat net de l'entreprise revenant à la Société est comptabilisée aux résultats. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entité avec celles de la Société.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers sont constitués de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances et revenus de placement à recevoir, des montants à recevoir de Capital Financière agricole inc., des Fonds, du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, des prêts et ouverture de crédit, ainsi que des placements.

Les passifs financiers sont constitués des charges à payer à l'exception des avantages sociaux, des montants dus aux Fonds, des dettes, de la provision pour vacances et, enfin de la provision pour garanties de prêts.

Revenus

a) Contributions des gouvernements

Les contributions des gouvernements sont comptabilisées en totalité lorsqu'elles sont autorisées et que la Société a atteint tous les critères d'admissibilité. Les contributions encaissées afférentes aux obligations non engagées par la Société à la date des états financiers sont inscrites comme étant des revenus reportés lorsque les stipulations répondent à la définition d'un passif.

b) Contributions des participants au programme Agri-stabilité

Les contributions des participants sont comptabilisées aux résultats lorsqu'un paiement relatif à ce programme est effectué ou provisionné. Les contributions reçues pour lesquelles aucune obligation n'est engagée par la Société à la date des états financiers sont inscrites au passif comme étant des revenus reportés.

c) Intérêts et revenus de placement

Les intérêts sur les prêts, les avances et les placements, à l'exception des intérêts sur les billets à terme adossés à des actifs (BTAA), sont constatés lorsqu'ils sont gagnés. Les intérêts sur les placements en BTAA sont constatés lorsque la Société a la certitude de pouvoir les encaisser.

d) Droits administratifs et autres revenus

Ces revenus sont constatés lorsqu'ils sont exigibles ou que le service a été rendu.

Charges

a) Contributions et dépenses de programmes

Les contributions aux Fonds sont comptabilisées lorsqu'elles sont exigibles en vertu de leur programme respectif ou de leur loi. Les dépenses de programmes sont portées aux charges de l'exercice lorsqu'elles sont autorisées, que le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

b) Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interemployeurs à prestations déterminées, compte tenu du fait que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs financiers

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires d'une durée de 90 jours et moins, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Actifs financiers (suite)

b) Prêts et placements

Les prêts sont comptabilisés au coût diminué d'une provision pour pertes, le cas échéant, afin de présenter la valeur de recouvrement nette. Les variations survenues dans les provisions pour moins-value sont constatées à titre de charge dans les résultats. Les placements sont comptabilisés initialement au coût. Lorsque le placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite et la baisse de valeur est constatée à titre de charge dans les résultats.

c) Partenariats commerciaux

Les participations dans Gestion Fira inc. et le Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite, sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part du résultat net de l'entreprise revenant à la Société est comptabilisée aux résultats. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entité avec celles de la Société.

Passifs

a) Comptes des participants à Agri-investissement et Agri-Québec

Les comptes des participants à Agri-investissement et Agri-Québec représentent le solde des comptes appartenant à chaque participant, à la suite des dépôts de ceux-ci, des contributions et des intérêts versés par la Société, le tout diminué des retraits effectués par les participants à la date de clôture.

b) Provisions pour programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus

Les provisions pour les programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus représentent les montants estimés que la Société devra verser après le traitement des informations financières reçues par le participant ou à être transmises par ce dernier pour les années de participation se terminant au cours de l'exercice financier de la Société.

c) Provision pour garanties de prêts

À titre de garant, la Société est exposée à la situation économique et aux risques propres aux secteurs agricole et forestier. Si les conditions économiques utilisées pour établir l'estimation de la provision étaient appelées à changer, les pertes réelles sur les prêts garantis pourraient varier par rapport à l'estimation faite.

La provision générale est établie selon la méthode d'actualisation des pertes en considérant un taux d'échec par maturité et de pertes moyennes selon le terme maximal du type de prêt garanti à la fin de l'exercice. Cette méthodologie fait l'objet de validations périodiques et d'une révision quinquennale dans le but d'obtenir une certification actuarielle.

La provision spécifique est établie selon une analyse cas par cas des prêts et ouvertures de crédit garantis au 31 mars pour lesquels un montant est en arrérages depuis plus de 180 jours ou lorsque les circonstances font douter de la possibilité de percevoir un jour le capital et les intérêts. La provision spécifique représente le solde du prêt ou de l'ouverture de crédit garanti, diminué de la valeur de réalisation des garanties.

d) Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables de la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Passifs (suite)

e) Provision pour vacances

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de la Société sont prises dans l'exercice suivant ou dans un avenir rapproché.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés pour rendre des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes, sauf celles en cours de développement :

Mobilier et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Stations météorologiques	10 ans
Développement informatique	entre 5 et 10 ans
Améliorations locatives	entre 1 et 10 ans

3. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les contributions du gouvernement du Québec sont accordées en vertu de décrets.

	2019	2018
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :		
Contribution annuelle	425 478	430 617
Contributions afférentes à l'administration des programmes du ministère	263	--
Contribution relative à l'Initiative Canada-Québec d'aide aux entreprises agricoles affectées par les épisodes exceptionnels de grêle en 2017	4	4 324
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs :		
Contribution annuelle pour l'administration du Programme de financement forestier	635	700
	426 380	435 641

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

4. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

La contribution du gouvernement du Canada s'établit en vertu du nouvel Accord-cadre fédéral-provincial-territorial le *Partenariat canadien pour l'agriculture* pour une période de cinq ans, à compter du 1^{er} avril 2018. La contribution de l'exercice antérieur était établie en vertu de l'Accord-cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole, agroalimentaire et des produits agro-industriels *Cultivons l'avenir 2* ayant pris fin le 31 mars 2018. La participation au financement des programmes suivants n'est pas modifiée.

	2019	2018
Programmes Agri-protection :		
Contribution aux programmes	16 282	20 378
Contribution à l'administration	9 830	8 360
	26 112	28 738
Programme Agri-stabilité :		
Contribution au programme (note 6)	27 590	23 640
Contribution à l'administration	2 963	2 609
	30 553	26 249
Programme Agri-investissement :		
Contribution au programme (note 6)	18 784	20 405
Contribution à l'administration	1 028	1 021
	19 812	21 426
Programme Agri-relance :		
Contribution relative à l'Initiative Canada-Québec d'aide aux entreprises agricoles affectées par les épisodes exceptionnels de grêle en 2017	6	6 236
Contribution à l'administration	--	246
	6	6 482
	76 483	82 895

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

5. REVENUS DE PLACEMENT

	2019	2018
Revenus de placement des fonds confiés à la Caisse	17 055	10 759
Revenu d'intérêts :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 115	2 865
Placements	7 295	2 514
Prêts et ouverture de crédit	254	357
Billets à terme adossés à des actifs	51	71
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	45	354
	28 815	16 920

Les revenus de placement des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit :

	2019		
	Compte dédié	Réserve	Total
Revenus nets de placement :			
Revenu fixe	3 147	5 379	8 526
Actifs réels	384	--	384
Actions	1 541	1 552	3 093
Autres placements	824	129	953
	5 896	7 060	12 956
Gains (pertes) à la vente de placements :			
Revenu fixe	669	(4)	665
Actifs réels	307	--	307
Actions	1 976	826	2 802
Autres placements	303	--	303
	3 255	822	4 077
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général	11	11	22
	9 162	7 893	17 055

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

5. REVENUS DE PLACEMENT (SUITE)

	2018		
	Compte dédié	Réserve	Total
Revenus nets de placement :			
Revenu fixe	2 255	3 299	5 554
Actifs réels	442	--	442
Actions	1 443	1 464	2 907
Autres placements	883	72	955
	5 023	4 835	9 858
Gains (pertes) à la vente de placements :			
Revenu fixe	24	28	52
Actifs réels	154	--	154
Actions	1 358	912	2 270
Autres placements	(1 580)	--	(1 580)
	(44)	940	896
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général	--	5	5
	4 979	5 780	10 759

6. PROGRAMMES AGRI-STABILITÉ, AGRI-INVESTISSEMENT, AGRI-QUÉBEC ET AGRI-QUÉBEC PLUS

Les estimations de la provision de ces programmes et la contribution du gouvernement du Canada y afférente, selon le cas, sont sujettes à l'incertitude de mesure. Ces estimations peuvent substantiellement changer dans l'avenir si les informations, considérées par la direction pour établir les évaluations, devaient changer de manière significative. Les dépenses de ces programmes peuvent être plus ou moins élevées que les montants estimés, puisque l'évaluation est faite avant que toute l'information nécessaire pour traiter un dossier soit validée.

7. AUTRES PROGRAMMES

	2019	2018
Initiative Canada-Québec d'aide aux entreprises agricoles affectées par les épisodes exceptionnels de grêle en 2017	11	10 394
Programme d'aide de transition pour le secteur du veau de lait	759	638
Programme de soutien au secteur de la pomme de terre	150	150
Plan d'indemnisation des dommages causés par la faune	1 477	--
Programme d'aide complémentaire au plan d'indemnisation des dommages causés par la faune	164	135
Programme de mesures incitatives à la production de cultures pérennes à la baie de Lavallière	--	47
	2 561	11 364

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

8. FRAIS D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux

Loyers

Services professionnels et administratifs

Transport et communication

Fournitures et matériel

Entretien et réparations

Amortissement des immobilisations

2019	2018
45 487	44 368
3 640	3 549
3 731	2 982
1 663	2 301
419	385
258	171
1 350	1 298
56 548	55 054

La répartition des frais d'administration se détaille comme suit :

Programmes de financement agricole et forestier

Programme d'assurance récolte

Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Programme Agri-stabilité

Programme Agri-Québec

Programme Agri-investissement

Programme Agri-Québec Plus

Autres programmes

Capital Financière agricole inc.

Financière agricole du Québec – Développement international

2019	2018
25 044	23 073
16 383	14 114
4 808	4 803
5 749	5 166
1 764	1 914
1 717	1 702
717	715
161	515
32	48
173	3 004
56 548	55 054

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

9. EXCÉDENT CUMULÉ

La Société détient une Réserve pour gérer ses risques relatifs aux obligations financières à l'égard de sa contribution au Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) et des paiements aux programmes Agri-stabilité, Agri-investissement, Agri-Québec et Agri-Québec Plus (AGRI). Le montant maximal de la Réserve ne peut excéder 317 millions de dollars, montant fixé par le conseil d'administration et entériné par le gouvernement du Québec.

La Société détient une autre réserve lui permettant de respecter les engagements financiers à l'égard des garanties de prêts accordées. Cette réserve correspond aux sommes détenues dans le Compte dédié diminué de la provision pour garanties de prêts. Le montant maximal de cette réserve ne peut excéder 100 millions de dollars, montant fixé par le conseil d'administration.

2019			
Excédent cumulé des opérations	Réserve attribuable aux risques exceptionnels à l'ASRA et aux AGRI	Réserve attribuable aux garanties de prêts	Total
Solde au début	240 960	317 000	100 000
Excédent de l'exercice	179 342	--	--
Solde à la fin	420 302	317 000	100 000

2018			
Excédent cumulé des opérations	Réserve attribuable aux risques exceptionnels à l'ASRA et aux AGRI	Réserve attribuable aux garanties de prêts	Total
Solde au début	65 068	317 000	100 000
Excédent de l'exercice	175 892	--	--
Solde à la fin	240 960	317 000	100 000

La réserve attribuable aux garanties de prêts est composée des éléments suivants :

	2019	2018
Compte dédié aux garanties de prêts (note 26)	149 403	177 085
Provision pour garanties de prêts (note 23)	(49 403)	(77 085)
	100 000	100 000

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

10. CRÉANCES ET REVENUS DE PLACEMENT À RECEVOIR

Revenus de placement :

Caisse de dépôt et de placement du Québec

Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

Ouverture de crédit

Comptes clients

2019	2018
1 572	1 013
1 215	827
101	109
2 888	1 949
2 074	2 881
4 962	4 830

11. À RECEVOIR DE CAPITAL FINANCIÈRE AGRICOLE INC.

Sans intérêt, remboursable annuellement jusqu'à concurrence de la marge bénéficiaire de l'année courante, majorée de la créance de cette même année

2019	2018
39	56

12. À RECEVOIR DES FONDS

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Portant intérêt à des taux variant entre 2,253 % et 2,499 %, échéants jusqu'au 3 septembre 2019 (2018: 1,816 % à 1,921 %, échus le 28 mai 2018)

2019	2018
164	275
273 324	266 534
273 488	266 809
4	--
7 503	--
7 507	--
280 995	266 809

Fonds d'assurance récolte

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Portant intérêt au taux de 2,223 %, échéant le 1^{er} avril 2019

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

13. À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Sans intérêt ni modalité de remboursement

En vertu de l'Accord-cadre fédéral-provincial-territorial relatif au :

Programme Agri-stabilité

Programme Agri-investissement

Programme Agri-relance

Programmes Agri-protection

Programme Agri-risques

Autres

2019	2018
75 402	58 056
22 835	21 728
--	6 482
1 842	2 320
430	430
33	56
100 542	89 072

14. PRÊTS ET OUVERTURE DE CRÉDIT

Ouverture de crédit autorisée de 50 millions de dollars, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,25 %, échéant le 30 juin 2019, garantie par deux hypothèques mobilières (2018 : taux préférentiel diminué de 0,25 %, échue le 30 juin 2018)

Prêt portant intérêt au taux de base majoré de 0,5 %, échéant jusqu'en 2022 (2018 : au taux de base majoré de 0,5 % et de 5 %, échéants jusqu'en 2022)

2019	2018
37 000	40 000
20	26
37 020	40 026

Solde des prêts et de l'ouverture de crédit dont l'échéance est de :

moins d'un an

entre 1 et 5 ans

2019	2018
37 000	40 003
20	23
37 020	40 026

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS

Billets à escompte à des taux variant entre 2,07 % et 2,25 %, échéants jusqu'au 17 septembre 2019

Billets à terme adossés à des actifs

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Participations

2019		
Affectés	Non affectés	Total
--	167 530	167 530
--	370	370
466 403	29 260	495 663
--	24 905	24 905
466 403	222 065	688 468

Acceptations bancaires, à des taux variant entre 1,57 % et 1,64 %, échéants jusqu'au 29 juin 2018

Billets à escompte à des taux variant entre 0,97 % et 2,25 %, échéants jusqu'au 10 juillet 2018

Billets à terme adossés à des actifs

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Participations

2018		
Affectés	Non affectés	Total
80	80 272	80 352
--	109 376	109 376
--	628	628
494 005	248	494 253
--	20 615	20 615
494 085	211 139	705 224

Les placements sont affectés aux paiements suivants :

Garanties de prêts (*note 1*)

Contributions à l'ASRA et aux AGRI (*note 9*)

2019	2018
149 403	177 085
317 000	317 000
466 403	494 085

Billets à terme adossés à des actifs

Les billets d'actifs inadmissibles portent intérêt à un taux qui est ajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents et viennent à échéance au plus tard le 25 décembre 2037.

La valeur des billets correspond au montant que la direction considère être en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2019 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation qui tient compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

Billets à terme adossés à des actifs (suite)

	2019		2018	
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Véhicules d'actifs-cadres 2				
Catégorie C	--	--	551	--
Véhicules d'actifs-cadres 3				
Actifs inadmissibles	3 190	370	3 474	628
	3 190	370	4 025	628

Évolution de la valeur nominale et de la valeur comptable

	2019		2018	
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Solde au début	4 025	628	5 337	1 246
Disposition	(281)	(258)	(972)	(618)
Radiation	(554)	--	(340)	--
Solde à la fin	3 190	370	4 025	628

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont placés dans deux fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) et sont exprimés en unités. Les unités sont remboursables sur préavis de cinq jours ouvrables avant le premier jour du mois suivant, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier à la fin de chaque mois. La direction considère que ces dépôts n'ont pas subi de moins-value durable au 31 mars 2019.

	2019		2018	
	Valeur comptable	Juste Valeur	Valeur comptable	Juste Valeur
Compte dédié	178 415	216 902	177 005	212 629
Réserve	317 248	328 614	317 248	325 532
	495 663	545 516	494 253	538 161

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

Participations

La Société détient 90,1 % des actions dans l'entreprise publique Capital Financière agricole inc., dont la mission est de soutenir, sous forme de capital de risque, des projets structurants pour le développement de la production agricole, de la transformation en région et de produits et services en amont ou en aval du secteur agricole.

La Société détient également 33,33 % des actions de Gestion Fira inc., une société privée agissant à titre de commandite ainsi que 33,33 % des parts dans le partenariat commercial Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite. Ce partenariat a été constitué principalement pour permettre à de jeunes entrepreneurs d'acquérir une entreprise agricole au stade de démarrage ou déjà établie. Les activités de la société en commandite consistent à effectuer des prêts, à investir sous forme d'équité ou de quasi-équité, ou à effectuer des opérations de location-achat de terres agricoles dans le contexte de démarrage et de transfert d'entreprises agricoles situées au Québec. Au cours de l'exercice, la Société a effectué un investissement dans le fonds de 2,6 millions de dollars (2018 : 1 million de dollars) et a reçu 402,6 milliers de dollars en distribution de capital (2018 : 404,4 milliers de dollars).

Capital Financière agricole inc.¹

Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc.²

2019	2018
16 644	14 546
8 261	6 069
24 905	20 615

Informations financières sommaires :

Capital Financière agricole inc.¹

Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc.²

2019			
Revenus	Charges	Résultats nets	Quote-part dans le résultat net
2 932	603	2 329	2 098
737	751	(14)	(5)
3 669	1 354	2 315	2 093

1. Selon les états financiers audités du 31 mars 2019, retraités selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

2. Selon les états financiers audités du 30 septembre 2018, ajustés en fonction des résultats intérimaires du 31 mars 2019.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

15. PLACEMENTS (SUITE)

Participations (suite)

	2018		
	Revenus	Charges	Quote-part dans le résultat net
Capital Financière agricole inc. ¹	898	952	(54)
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ²	512	509	3
	1 410	1 461	(51)

1. Selon les états financiers audités du 31 mars 2018, retraités selon les IFRS.

2. Selon les états financiers audités du 30 septembre 2017, ajustés en fonction des résultats intermédiaires du 31 mars 2018.

	2019		2018	
	Actifs	Passifs	Avoir net	Avoir net
Capital Financière agricole inc. ¹	18 404	208	18 196	15 867
Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite et Gestion Fira inc. ²	22 741	1 291	21 450	16 989
	41 145	1 499	39 646	32 856

1. Selon les états financiers audités du 31 mars 2019, retraités selon les IFRS.

2. Selon les états financiers audités du 30 septembre 2018.

16. EMPRUNT TEMPORAIRE

En vertu du décret 711-2018 du gouvernement du Québec, daté du 6 juin 2018, la Société est autorisée à contracter jusqu'au 30 juin 2019 des emprunts à court terme auprès d'institutions financières et d'autres prêteurs ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence de 120 millions de dollars (2018 : 205 millions de dollars). Au 31 mars 2019 et 2018, la Société n'avait aucun emprunt temporaire.

Les limites du régime d'emprunt représentent les montants exclusivement réservés aux besoins financiers suivants :

	2019	2018
Fonds fiduciaires	70 000	155 000
Ouverture de crédit	50 000	50 000
	120 000	205 000

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

17. CHARGES À PAYER

	2019	2018
Traitements	847	2 225
Avantages sociaux	302	661
Subvention à l'investissement et contribution au paiement de l'intérêt	4 718	2 588
Fournisseurs	982	1 299
Programme Agri-stabilité	371	532
Programme d'appui financier à la relève agricole	525	246
Autres	803	481
	8 548	8 032

18. COMPTES DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME AGRI-INVESTISSEMENT

	2019	2018
Solde au début	65 921	64 547
Dépôts des participants	29 860	30 709
Contributions versées par La Financière agricole du Québec	29 923	30 261
Intérêts versés par La Financière agricole du Québec	601	408
Retraits des participants	(61 918)	(60 004)
Solde à la fin	64 387	65 921

19. COMPTES DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME AGRI-QUÉBEC

	2019	2018
Solde au début	209 664	190 600
Dépôts des participants	74 743	80 170
Contributions versées par La Financière agricole du Québec	74 598	78 663
Intérêts versés par La Financière agricole du Québec	1 913	1 216
Retraits des participants	(144 054)	(140 985)
Solde à la fin	216 864	209 664

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

20. REVENUS REPORTÉS

	2019	2018
Contributions des participants au programme Agri-stabilité		
Solde au début	51 810	47 148
Ajustements aux contributions	(308)	29
Contributions versées par les participants	12 559	8 053
Contributions utilisées au paiement du programme	(2 892)	(3 118)
Contributions utilisées provisionnées	(2 715)	(302)
Solde à la fin	58 454	51 810
Droits administratifs	289	21
Contributions du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	11 737	--
Autres revenus	73	143
	70 553	51 974

21. DÛ AUX FONDS

	2019	2018
Fonds d'assurance récolte :		
Sans intérêt ni modalité de remboursement	231	222
Portant intérêt au taux de 1,573 % échu le 5 avril 2018	--	6 500
	231	6 722
Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles, sans intérêt ni modalité de remboursement	291	2 054
	522	8 776

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

22. DETTES

Dû au ministère des Finances du Québec :

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Sans intérêt, remboursable au plus tard le 31 décembre 2021

Sans intérêt, remboursable à la fin du mandat du Fonds d'investissement pour la relève agricole, société en commandite

Dû au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement

Dû au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement

Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures, portant intérêt à des taux variant de 2,15 % à 3,33 %, remboursables par versements mensuels variant de 702 \$ à 5 113 \$, échéants jusqu'au 1^{er} mars 2027

2019	2018
100	100
10 000	10 000
15 419	15 369
4 129	4 129
65	65
652	381
30 365	30 044

Les versements en capital à effectuer au cours des exercices subséquents se détaillent comme suit :

2020

2021

2022

2023

2024

2025 et suivants

Indéterminés

152
125
10 127
84
48
116
19 713
30 365

23. PROVISION POUR GARANTIES DE PRÊTS

Solde au début

Débours de garanties

Recouvrement

Provision pour garanties de prêts

Solde à la fin

2019	2018
77 085	74 636
(543)	(738)
28	24
(27 167)	3 163
49 403	77 085

La provision se répartit comme suit :

Provision spécifique

Provision générale

5 649	6 306
43 754	70 779
49 403	77 085

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

23. PROVISION POUR GARANTIES DE PRÊTS (SUITE)

La provision est établie à l'égard du portefeuille global de prêts et ouvertures de crédit garantis de 5 442 millions de dollars (2018 : 5 184 millions de dollars), dont 14,6 millions de dollars font l'objet d'une provision spécifique au 31 mars 2019 (2018 : 14,4 millions de dollars). Le taux d'actualisation utilisé pour établir la provision générale est de 5,5 %.

Garanties de prêts

Les montants autorisés pour les prêts et ouvertures de crédit se répartissent comme suit :

	2019		2018	
	Montant utilisé	Montant inutilisé	Montant utilisé	Montant inutilisé
Prêts	5 421 780	636 012	5 168 748	460 619
Ouvertures de crédit	19 930	89 461	15 272	57 654
	5 441 710	725 473	5 184 020	518 273

La durée de la garantie correspond à la durée restante des prêts et ouvertures de crédit et se répartit comme suit :

	2019	2018
Moins de 5 ans	311 820	325 988
5 ans et plus et moins de 10 ans	1 035 276	1 074 906
10 ans et plus et moins de 15 ans	1 696 546	1 621 718
15 ans et plus et moins de 20 ans	1 833 130	1 751 230
20 ans et plus	564 938	410 178
	5 441 710	5 184 020

Les soldes en principal et intérêts des prêts et ouvertures de crédit garantis portent intérêt aux taux suivants :

	2019	2018
Moins de 4 %	4 401 743	4 127 345
Entre 4 % et 5,99 %	61 013	44 022
6 % et plus	1 146	1 618
Taux variable	977 808	1 011 035
	5 441 710	5 184 020

La Société dispose de certains recours qui lui permettent de recouvrer, auprès de tiers, des sommes versées aux prêteurs à la suite de la mise en jeu de la garantie.

La nature des actifs détenus à titre de sûreté par les prêteurs se compose notamment d'unités d'exploitation agricole ou forestière, de quotas laitiers et de cautions. La Société garantit la perte résiduelle du prêteur.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

24. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les membres du personnel de la Société bénéficient d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme, dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Avant l'entrée en vigueur des nouvelles conventions collectives, ce programme permettait à des employés d'accumuler les journées non utilisées et de se les faire monnayer à 50 % dans certains cas et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours, ou de les utiliser comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Maintenant, le programme permet aux employés d'accumuler annuellement les journées non utilisées de congé de maladie auxquelles ils ont droit annuellement, et ce, jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toutes les journées accumulées et excédentaires seront payables l'année suivante et il n'y aura aucune possibilité de les utiliser dans un contexte de départ en préretraite.

Concernant les banques de journées de maladie accumulées au 31 mars 2018, pour les fonctionnaires et au 31 mars 2019 pour les professionnels, des dispositions transitoires aux nouvelles conventions collectives sont prévues afin qu'elles soient épuisées respectivement d'ici le 1^{er} avril 2022 et le 1^{er} avril 2024 soit par une utilisation ou un transfert, sinon elles seront payables à 70 %.

La provision pour congés de maladie ne fait pas l'objet d'une capitalisation distincte pour en assurer le paiement.

	2019	2018
Solde au début	12 477	14 147
Prestations acquises	1 332	28
Prestations versées	(2 376)	(1 698)
Solde à la fin	11 433	12 477

Principales hypothèses utilisées

La provision pour congés de maladie est estimée en considérant des strates d'âge, actualisées annuellement, et des principales hypothèses suivantes :

- Taux d'indexation variant de 3,3 % à 4 % (2018 : 3,3 % à 4 %);
- Taux d'actualisation variant de 1,87 % à 2,84 % (2018 : 2,10 % à 3,09 %);
- Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs variant de 2 à 33 ans (2018 : 2 à 33 ans).

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

25. IMMOBILISATIONS

	2019		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Mobilier et équipement	967	912	55
Équipement informatique	990	763	227
Stations météorologiques	608	193	415
Développement informatique	19 679	13 787	5 892
Améliorations locatives	1 293	836	457
	23 537	16 491	7 046

	2018		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Mobilier et équipement	967	858	109
Équipement informatique	1 630	1 247	383
Stations météorologiques	608	137	471
Développement informatique	18 543	13 033	5 510
Améliorations locatives	841	638	203
	22 589	15 913	6 676

	2019		2018	
	Acquisitions au coût	Dispositions au coût	Acquisitions au coût	Dispositions au coût
Mobilier et équipement	--	--	10	--
Équipement informatique	131	772	235	28
Développement informatique	1 137	--	1 550	--
Améliorations locatives	452	--	--	--
	1 720	772	1 795	28

Au 31 mars 2019, un montant de 2 324 milliers de dollars (2018 : 3 951 milliers de dollars) en développement informatique n'est pas amorti compte tenu que les travaux sont en cours de réalisation.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 2019 (en milliers de dollars)

26. COMPTE DÉDIÉ AUX GARANTIES DE PRÊTS

	2019	2018
Solde au début	177 085	174 636
Débours de garanties (note 23)	(543)	(738)
Revenus de placement	9 201	5 019
Recouvrement (note 23)	28	24
Produit de disposition de placements en BTAA	7	13
Montant retiré au cours de l'exercice	(3 500)	--
Montant excédentaire ¹	(32 875)	(1 869)
Solde à la fin	149 403	177 085

Le Compte dédié est composé des éléments suivants :

	2019	2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	258	426
Revenus de placement à recevoir	837	527
Acceptations bancaires	--	996
Billets à escompte	2 768	--
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	178 415	177 005
	182 278	178 954
Montant excédentaire ¹	(32 875)	(1 869)
	149 403	177 085

En plus des revenus de placement du Compte dédié, la capitalisation du compte est assurée par une contribution annuelle de La Financière agricole correspondant à la somme de 1,43 % du montant autorisé des prêts, dont le premier déboursement a été effectué par le prêteur au cours de l'exercice précédent, et de 1,25 % du solde des ouvertures de crédit consenties par le prêteur au 31 mars de l'exercice précédent, tel que prévu à la Politique de capitalisation du Compte dédié. Aux 31 mars 2019 et 2018, les rendements obtenus ayant été supérieurs aux débours de garanties, aucun montant n'a été versé au Compte dédié.

(1) Ce montant représente l'excédent du maximum permis de 100 millions de dollars de la réserve attribuable aux garanties de prêts en vertu de la Politique de capitalisation du Compte dédié. Ce montant est retiré du Compte dédié au début de l'exercice subséquent.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

27. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles relatives aux opérations courantes totalisent 1 835 milliers de dollars (2018: 1 206 milliers de dollars).

Les engagements à l'égard des subventions à l'investissement concernant le Programme d'appui à la diversification et au développement régional (PDDR), le Programme d'appui au développement des entreprises agricoles du Québec (PADEAQ) et le Programme de soutien au financement des investissements en matière de bien-être animal et d'efficacité énergétique (SFI) totalisent 51 903 milliers de dollars (2018: 38 812 milliers de dollars).

Les engagements à l'égard du Programme d'appui financier à la relève agricole à titre de subventions imputables aux prochains exercices financiers totalisent 8 301 milliers de dollars (2018: 7 269 milliers de dollars). Le versement de ces montants est conditionnel à la présentation de pièces justificatives qui peut s'effectuer sur une période maximale de cinq ans. Conséquemment, les montants à verser annuellement sont indéterminables.

Les engagements à l'égard du Programme d'aide de transition pour le secteur du veau de lait imputables aux prochains exercices financiers totalisent 581 milliers de dollars (2018: 362 milliers de dollars). Le versement de ces montants est conditionnel à la réalisation d'événements établis selon chacune des ententes signées avec Les Producteurs de bovins du Québec qui peut s'effectuer sur une période maximale de trois ans. Conséquemment, les montants à verser annuellement sont indéterminables.

Les versements prévus au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	Opérations courantes	PDDR	PADEAQ	SFI	Autres programmes
2020	1 482	1 403	8 038	713	--
2021	180	958	8 001	696	--
2022	146	313	7 398	696	--
2023	27	--	4 781	696	--
2024	--	--	1 388	419	--
Indéterminables	--	1 547	9 852	5 004	8 882
	1 835	4 221	39 458	8 224	8 882

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

28. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

	2019	2018
Variation des actifs financiers et passifs reliés au fonctionnement :		
Créances et revenus de placement à recevoir	(132)	249
À recevoir des Fonds	(14 186)	(57 462)
À recevoir du gouvernement du Québec	4 366	(4 296)
À recevoir du gouvernement du Canada	(11 470)	(16 494)
Charges à payer	540	2 718
Comptes des participants au programme Agri-investissement	(1 534)	1 374
Comptes des participants au programme Agri-Québec	7 200	19 064
Revenus reportés	18 579	4 610
Dû au gouvernement du Canada	--	(552)
Dû aux Fonds	(8 254)	(3 574)
Provision pour programme Agri-stabilité	6 194	12 343
Provision pour programme Agri-investissement	1 384	3 747
Provision pour programme Agri-Québec	16 930	11 140
Provision pour programme Agri-Québec Plus	(2 436)	9 425
Provision pour vacances	147	230
Provision pour congés de maladie	(1 044)	(1 670)
	16 284	(19 148)
Autres renseignements :		
Intérêts payés	2 547	1 704
Montant relatif à l'acquisition d'immobilisations inclus dans le poste Charges à payer	--	24

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

29. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de La Financière agricole participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2019, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 10,97 % à 10,88 % de la masse salariale admissible et le taux du RRPE et du RRAS, qui fait partie du RRPE, est demeuré à 12,82 %.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2019 (2,97 % au 1^{er} janvier 2018) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2019 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (5,94 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2018).

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3 738 milliers de dollars (2018 : 3 652 milliers de dollars). Les obligations de celle-ci envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La Société définit, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques financiers selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments dérivés.

Des politiques, approuvées par le conseil d'administration, ainsi que des mécanismes de contrôle sont en place afin d'appuyer le conseil d'administration en matière de gestion des risques.

La Société dispose d'une politique générale de placement et de financement qui régit ses opérations financières. Cette politique traite des opérations liées à la gestion de l'encaisse et des transactions de placement et de financement à court terme. Elle encadre également les activités de placement à plus long terme pour les sommes déposées à la Caisse. Essentiellement, cette politique vise, d'une part, à optimiser les taux de rendement sur les placements tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la Société, et d'autre part, à minimiser le recours et le coût du financement à court terme, tout en permettant à la Société de respecter ses engagements financiers.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. La Société est exposée principalement au risque de crédit relativement à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux créances et revenus de placement à recevoir, aux montants à recevoir de Capital Financière agricole inc., des Fonds et des gouvernements du Québec et du Canada, aux prêts et ouverture de crédit ainsi qu'aux placements. Le risque de crédit maximal correspond à leur valeur comptable.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie et des placements est limité étant donné que les fonds sont déposés dans des banques à charte canadienne et des institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée.

La Société est peu exposée au risque de crédit à l'égard de ses comptes clients et des prêts consentis. La Loi sur La Financière agricole du Québec lui permet d'effectuer compensation à l'égard de toute somme qui lui est due par une entreprise à même un montant auquel cette même entreprise a droit en vertu d'une loi qu'elle administre. De plus, la gestion des créances des clients est encadrée par une politique approuvée par le conseil d'administration. La Société est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est requise.

L'ouverture de crédit émise est d'une durée d'un an et elle est remboursée en totalité à la fin du terme. Avant chaque émission, la Société analyse les informations au dossier et les besoins financiers, réduisant ainsi le risque de crédit.

La Société est peu exposée au risque de crédit à l'égard des montants à recevoir des Fonds et des gouvernements du Québec et du Canada, compte tenu des facilités de crédit de chacun.

La concentration du risque de crédit survient lorsqu'un groupe de débiteurs, qui exercent des activités similaires, est situé dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques semblables. Un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.

La concentration du risque de crédit liée aux comptes clients n'est pas présentée compte tenu que le solde de ceux-ci à la date de clôture est peu significatif.

Les placements de la Société font l'objet d'une surveillance continue par le conseil d'administration et le comité de vérification.

Concernant les dépôts à participation à la Caisse, la Société gère en partie le risque de crédit en déterminant la composition de ses portefeuilles de référence réduisant ainsi l'exposition au risque à un niveau jugé acceptable par celle-ci. Les analyses du risque de crédit et de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Compte dédié et de la Réserve est investi dans des portefeuilles sous-jacents, les fonds sont indirectement exposés au risque de crédit. Seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers de ces fonds est présentée. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par les fonds particuliers sont transigés avec la Caisse, laquelle bénéficie d'une cote de crédit AAA.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou en vertu d'un programme ou des dépenses administratives. Les liquidités de la Société sont assurées, notamment par la contribution annuelle du gouvernement du Québec et la contribution du gouvernement fédéral pour l'administration des programmes fédéraux.

La gestion des liquidités est effectuée quotidiennement en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant aux facilités de crédit de la Société. La direction gère étroitement les liquidités au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements. Des prévisions budgétaires et de trésorerie sont établies afin d'avoir l'assurance de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire à ses obligations. Pour ce faire, la Société a mis en place des pratiques permettant de mesurer, de contrôler et de prévoir un niveau adéquat des liquidités.

Aux 31 mars 2018 et 2019, la Société ne dispose d'aucun crédit bancaire pour ses opérations courantes. L'échéance des charges à payer est de moins de 30 jours. La portion des dettes remboursable au cours de l'exercice, présentée à la note 22, est non significative sur la gestion des liquidités. Quant aux autres passifs financiers, leur échéance dépend de la date de traitement des dossiers et peut s'étendre au-delà du prochain exercice. Au 31 mars 2019, la Société est peu exposée au risque de liquidité compte tenu de ses actifs financiers en trésorerie et équivalents de trésorerie et en placements et ainsi que du versement de 25 % et plus de la contribution annuelle du gouvernement provincial dans les 30 jours suivant le début de l'exercice financier et, enfin, des prêts inter-fonds permis par sa loi.

Concernant les placements à la Caisse, la Société s'assure, au moyen d'analyses et de projections des flux de trésorerie, d'être en mesure d'avoir accès à des liquidités en ayant dans ses portefeuilles de référence des titres facilement convertibles en trésorerie. Les retraits à la Caisse sont effectués le premier jour de chaque mois, conditionnel à un préavis de cinq jours ouvrables. L'analyse du risque de liquidité des fonds particuliers est effectuée globalement par cette dernière pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Compte dédié et de la Réserve est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de liquidité. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

La Société est exposée au risque de marché relativement aux placements en dépôts à participation de la Caisse. La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque, tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs, sont pris en compte.

La politique de placement de la Société encadre la composition des portefeuilles de référence, lesquels correspondent à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations minimales et maximales permises par rapport aux pondérations cibles. Ces dernières tiennent compte des positions prises au comptant et en instruments financiers dérivés. Les portefeuilles de référence incluent également le niveau d'exposition cible aux devises. La proportion des catégories d'actifs composant les portefeuilles de référence détermine le niveau d'exposition au risque de marché.

Au 31 mars 2019, la composition des portefeuilles de référence des fonds particuliers, en pourcentage de l'actif net, est la suivante :

	COMPTE DÉDIÉ			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	48,97 %	43 %	50 %	60 %
Taux	15,89 %	12 %	17 %	24 %
Crédit	19,88 %	13 %	18 %	25 %
Valeurs à court terme	13,2 %	13 %	15 %	20 %
Actifs réels	13,36 %	7 %	13 %	19 %
Immeubles	8,17 %	5 %	8 %	11 %
Infrastructures	5,19 %	2 %	5 %	8 %
Actions	37,01 %	27 %	37 %	44 %
Marchés boursiers	30,49 %	21 %	31 %	38 %
Placements privés	6,52 %	3 %	6 %	9 %
Autres	0,66 %			1,5 %

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

	RÉSERVE			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	79,74 %	70 %	80 %	95 %
Taux	10,60 %	7,5 %	10,50 %	13,5 %
Crédit	9,59 %	6,5 %	9,5 %	12,5 %
Valeurs à court terme	59,55 %	50 %	60 %	70 %
Actions				
Marchés boursiers	20,30 %	5 %	20 %	30 %
Autres	-0,04 %			

Le risque de marché est mesuré par la Caisse au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel du fonds particulier pourrait dépasser dans uniquement 5 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le fonds particulier.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille du fonds particulier des événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois types de mesures du risque sont analysés :

- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier.
- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier.
- Le risque actif ou la VaR de la gestion active représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

30. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, les fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers.

Les risques des fonds spécialisés, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, sont les suivants :

	2019		2018	
	Compte dédié	Réserve	Compte dédié	Réserve
Risque absolu des portefeuilles réels	10,1 %	4,7 %	10,2 %	4,6 %
Risque absolu des portefeuilles de référence	10,4 %	4,6 %	10,3 %	4,5 %
Risque actif	1,6 %	0,6 %	1,4 %	0,7 %

Étant donné que l'actif net des fonds particuliers est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de change, d'intérêt ou de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure globale de la VaR. Par conséquent, seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers des fonds particuliers est présentée. L'exposition indirecte aux placements sous-jacents est détaillée dans les états financiers de chaque portefeuille spécialisé.

i. Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

Le placement dans les dépôts à participation à la Caisse contient des placements en devises étrangères. La Caisse effectue une gestion globale du risque de change pour tous les déposants afin d'en réduire l'exposition de façon optimale.

Au 31 mars 2019, l'exposition nette aux devises étrangères des portefeuilles réels, incluant les investissements sous-jacents en devises détenues par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, représente 38 % pour le Compte dédié (2018 : 38 %) et de 17 % (2018 : 15 %) pour la Réserve.

ii. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt de marché. Le risque de taux d'intérêt découle également de la désynchronisation des échéances entre différents éléments de l'actif et du passif et de ses conséquences, lors de fluctuations de taux, sur l'état des revenus et des dépenses d'intérêt.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de la dette à long terme avec la Société québécoise des infrastructures. Pour réduire l'exposition au risque de taux d'intérêt, la direction détient ses passifs financiers jusqu'à leur échéance et s'efforce de minimiser le recours et le coût du financement à court terme. De plus, elle effectue un suivi rigoureux des réclamations aux gouvernements fédéral et provincial.

La Société est exposée également au risque de taux d'intérêt relatif aux placements et aux montants à recevoir de Capital Financière agricole inc. et des Fonds. Elle recherche les conditions de placement à court terme les plus avantageuses sur le marché, tout en gérant également les échéances et en appaillant les entrées et les besoins de liquidités. Une variation de 1 % dans le taux d'intérêt se traduirait par une variation négligeable des revenus de placement compte tenu que ceux-ci sont majoritairement à taux fixes ou gérés par la Caisse.

La Financière agricole du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2019 (en milliers de dollars)

31. GESTION DES FONDS FIDUCIAIRES

La Société est fiduciaire du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et du Fonds d'assurance récolte. Ces fonds ne sont pas consolidés avec la Société puisqu'ils constituent des patrimoines fiduciaires distincts en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec*.

Informations financières sommaires :

	2019		2018
	Actifs	Passifs	Avoir net (déficit cumulé)
Fonds d'assurance récolte	375 582	12 519	363 063
Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	39 938	353 447	(313 509)
	415 520	365 966	49 554
			162 004

32. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales opérations effectuées avec des entités sous contrôle commun se détaillent comme suit, à l'exception des opérations avec les fonds, présentées distinctement aux états financiers consolidés :

	2019	2018
Société québécoise des infrastructures :		
Loyers	3 517	3 429
Intérêts	23	13
Centre de services partagés du Québec :		
Fournitures et communication	1 157	1 159

De plus, la Société est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de la Société. Les principaux dirigeants sont composés du président-directeur général, des membres du conseil d'administration et du comité de direction.

La Société n'a conclu aucune opération avec des apparentés à une valeur différente de ce qui aurait été établi si les parties n'avaient pas été apparentées.

33. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2018 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2019.

RAPPORT DU FIDUCIAIRE

La Financière agricole du Québec (« la Société ») est fiduciaire des Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte (« les Fonds »). Elle est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers des Fonds, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, lesquelles respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires des Fonds conformément aux lois et aux règlements qui les régissent, de même qu'aux diverses ententes Canada-Québec. La Société doit, au moins tous les cinq ans, effectuer une analyse actuarielle de ses opérations et colliger tout renseignement utile à la fixation des taux de contribution à l'égard d'un programme d'assurance.

Le conseil d'administration de la Société surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers des Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour les Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte,



Ernest Desrosiers
Président-directeur général



Ginette Tanguay
Vice-présidente aux affaires corporatives

Lévis, le 14 juin 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et du Fonds d'assurance récolte (les « Fonds »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles au 31 mars 2019, et l'état du résultat global, l'état de la variation du déficit cumulé et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière du Fonds d'assurance récolte au 31 mars 2019, et l'état du résultat global, l'état de la variation de l'avoir net et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;

ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des Fonds au 31 mars 2019, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction de La Financière agricole du Québec, à titre de fiduciaire des Fonds, (« la direction ») est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les Fonds ou de cesser leurs activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des Fonds;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les Fonds à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Christine Roy, CPA auditrice, CA

Christine Roy, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale adjointe

Québec, le 14 juin 2019

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

PRODUITS

Contributions des adhérents (note 7)

Contribution de La Financière agricole du Québec (note 7)

Intérêts

CHARGES

Compensations aux adhérents (note 7)

Intérêts – La Financière agricole du Québec

Intérêts – autres

Études des coûts de production

Autres frais

RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE

2019	2018
64 973	54 151
111 936	109 014
75	21
176 984	163 186
237 850	111 163
5 777	4 019
--	187
1 001	907
121	101
244 749	116 377
(67 765)	46 809

ÉTAT DE LA VARIATION DU DÉFICIT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE

Résultat net et global de l'exercice

DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)

2019	2018
(245 744)	(292 553)
(67 765)	46 809
(313 509)	(245 744)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

ACTIF

Courant

Encaisse

Comptes clients (note 8)

À recevoir de La Financière agricole du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement

Avances aux adhérents (note 9)

PASSIF

Courant

Charges à payer

Contributions des adhérents reportées (note 10)

Dû à La Financière agricole du Québec (note 11)

Provision pour compensations (note 12)

Distributions à payer


DÉFICIT CUMULÉ (note 13)

Engagement (note 24)

Passifs éventuels (note 25)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

	2019	2018
	170	1 032
	11 112	28 082
	291	2 054
	28 365	26 799
	39 938	57 967
	999	617
	17 780	16 073
	273 488	266 809
	61 174	20 192
	6	20
	353 447	303 711
	(313 509)	(245 744)
	39 938	57 967



Ernest Desrosiers

Président-directeur général de la Société



Alain Gagnon

Président du conseil d'administration de la Société

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et global de l'exercice	(67 765)	46 809
Variation des éléments hors caisse :		
Comptes clients	16 970	(26 096)
À recevoir de La Financière agricole du Québec	1 763	128
Avances aux adhérents	(1 566)	3 552
Charges à payer	382	307
Contributions des adhérents reportées	1 707	2 833
Provision pour compensations	40 982	(26 516)
	60 238	(45 792)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(7 527)	1 017
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dû à La Financière agricole du Québec	6 679	58 455
Distributions versées	(14)	(58 788)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	6 665	(333)
VARIATION NETTE DE L'ENCAISSE	(862)	684
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 032	348
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	170	1 032
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :		
Intérêts perçus liés aux activités d'exploitation	72	23
Intérêts payés liés aux activités de financement	5 437	4 132

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance récolte

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

PRODUITS

Contributions des adhérents
Contribution de La Financière agricole du Québec
Revenus de placement (note 14)

CHARGES

Indemnités aux adhérents
Intérêts—La Financière agricole du Québec
Intérêts—autres

RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE

2019	2018
17 613	22 364
25 793	34 215
15 251	14 757
58 657	71 336
103 271	41 443
69	1
2	6
103 342	41 450
(44 685)	29 886

ÉTAT DE LA VARIATION DE L'AVOIR NET de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

AVOIR NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE

Résultat net et global de l'exercice

AVOIR NET À LA FIN DE L'EXERCICE

2019	2018
407 748	377 862
(44 685)	29 886
363 063	407 748

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance récolte

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
ACTIF		
Courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	563	3 025
Comptes clients (note 8)	202	121
Revenus de placement à recevoir (note 15)	1 207	656
À recevoir de La Financière agricole du Québec (note 16)	231	6 722
Placements (note 17)	--	4 987
	2 203	15 511
Non courant		
Placements (note 17)	373 379	396 527
	375 582	412 038
PASSIF		
Courant		
Charges à payer	152	60
Dû à La Financière agricole du Québec (note 11)	7 507	--
Contributions des adhérents reportées (note 10)	1 298	881
Provision pour indemnités (note 18)	3 562	3 349
	12 519	4 290
	363 063	407 748
	375 582	412 038

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Ernest Desrosiers

Président-directeur général de la Société



Alain Gagnon

Président du conseil d'administration de la Société

Fonds d'assurance récolte

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
de l'exercice clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et global de l'exercice	(44 685)	29 886
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Indemnités non provisionnées (reprise pour provision excédentaire)	369	(303)
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	(6)	--
Gain sur disposition de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(2 579)	(13)
Plus-value non réalisée de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(2 024)	(6 982)
	(48 925)	22 588
Variation des éléments hors caisse :		
Comptes clients	(81)	59
Revenus de placement à recevoir	(551)	133
À recevoir de La Financière agricole du Québec	6 491	3 446
Charges à payer	92	30
Contributions des adhérents reportées	417	(73)
Provision pour indemnités	(156)	2 597
	6 212	6 192
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(42 713)	28 780
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition de placements	4 987	7
Produit de disposition de billets à terme adossés à des actifs	6	11
Acquisition de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(2 249)	(52 820)
Disposition de dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec	30 000	195
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	32 744	(52 607)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dû à La Financière agricole du Québec et flux de trésorerie liés aux activités de financement	7 507	--
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 462)	(23 827)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3 025	26 852
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	563	3 025
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Encaisse	563	20
Billets à escompte	--	2 992
Dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	--	13
	563	3 025

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Les Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte (les Fonds) constituent des patrimoines fiduciaires en vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec* (RLRQ, chapitre L-0.1) permettant d'administrer leur programme respectif. Le fiduciaire, La Financière agricole du Québec, a élu son domicile au 1400, boulevard Guillaume-Couture, Lévis, Québec, Canada.

Le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles vise à garantir un revenu annuel net positif aux entreprises agricoles du Québec. Une compensation est versée à l'adhérent lorsque le prix de vente moyen d'un produit est inférieur au revenu stabilisé. Celui-ci est établi à partir d'une enquête sur le coût de production des entreprises spécialisées. Les contributions au Fonds sont payées aux deux tiers par la Société, l'autre tiers étant assumé par l'entreprise participante, à l'exception des volumes assurés au-delà de trois fois ceux de la ferme type, pour lesquels la contribution de l'entreprise à la prime est supérieure, réduisant ainsi celle de la Société.

Le Programme d'assurance récolte couvre les pertes attribuables aux conditions climatiques et aux phénomènes naturels imprévisibles. Selon les cultures, l'adhérent peut souscrire une protection individuelle ou collective. La prime exigée aux producteurs et à la Société varie selon l'option de garantie choisie. La proportion du financement attribuée aux entreprises agricoles est de 40 % pour la majorité des protections et de 60 % pour la Société. Les contributions sont déterminées grâce à une méthodologie de tarification établie à partir de normes et de critères définis qui permettent de respecter les obligations contractuelles souscrites auprès des clients. Cette méthodologie fait l'objet de validations périodiques et d'une révision quinquennale dans le but de l'obtention d'une certification actuarielle.

2. BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). La publication des états financiers des Fonds a été approuvée par le conseil d'administration de la Société le 14 juin 2019.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception des placements qui sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle des Fonds.

Jugements, estimations et hypothèses

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les informations sur les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sont présentées dans les notes suivantes :

- Notes 6 et 17 – L'évaluation de la juste valeur des placements
- Notes 7, 12 et 18 – L'estimation des provisions

De plus, la direction des Fonds doit effectuer des jugements critiques à l'égard de l'estimation des passifs éventuels et de leur comptabilisation.

Les résultats nets réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations et les hypothèses ci-dessus sont revues de façon périodique et, si des ajustements sont nécessaires, ces derniers sont comptabilisés au cours de la période de l'ajustement et de toutes les périodes ultérieures touchées.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2018, les Fonds ont adopté l'IFRS 9—*Instruments financiers* et l'IFRS 15—*Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. L'IFRS 7—*Instruments financiers : Informations à fournir* a également été modifiée afin de refléter les différences entre l'IFRS 9 et l'IAS 39. Comme l'autorisent les dispositions transitoires de l'IFRS 9, la direction a choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Les Fonds ont appliqué les dispositions de l'IFRS 15 de manière rétrospective. La direction a fait le choix, comme le permet la norme, de ne pas retraiter l'information financière des périodes comparatives.

Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 et de l'IFRS 15

L'adoption de l'IFRS 9 n'a eu aucune incidence significative sur l'évaluation des soldes d'ouverture au 1^{er} avril 2018, établis selon l'IAS 39. L'adoption de l'IFRS 15 n'a eu aucune incidence sur la comptabilisation des revenus.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Contributions, compensations et indemnités

Les contributions, les compensations du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et les indemnités du Programme d'assurance récolte sont comptabilisées à titre de produits ou de charges dans l'exercice financier au cours duquel se termine l'année d'assurance. Les contributions perçues et les compensations versées pour les années d'assurance subséquentes sont comptabilisées respectivement à titre de contributions reportées et d'avances de compensation.

Pour le Programme d'assurance récolte, l'année d'assurance 2018 a été considérée. Pour les différentes productions couvertes par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, les années d'assurance considérées sont présentées à la note 13.

Revenus de placement

Les intérêts sur les placements sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie correspondent aux soldes bancaires, aux dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) et aux placements temporaires, dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

Instruments financiers

Lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers, la direction doit classer les actifs financiers dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti suivant le modèle économique suivi par les Fonds pour la gestion des instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie du coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Classification et évaluation des instruments financiers à la date de première application de l'IFRS 9

Le tableau suivant présente le classement des actifs financiers et des passifs financiers déterminés selon l'IAS 39 au 31 mars 2018 ainsi que le nouveau classement déterminé selon l'IFRS 9 au 1^{er} avril 2018.

	IAS 39	IFRS 9
Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles		
Encaisse	Prêt et créance	Au coût amorti
Comptes clients	Prêt et créance	Au coût amorti
À recevoir de La Financière agricole du Québec	Prêt et créance	Au coût amorti
Charges à payer	Au coût amorti	Au coût amorti
Dû à La Financière agricole du Québec	Au coût amorti	Au coût amorti
Distributions à payer	Au coût amorti	Au coût amorti
Fonds d'assurance récolte		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêt et créance	Au coût amorti
Comptes clients	Prêt et créance	Au coût amorti
Revenus de placement à recevoir	Prêt et créance	Au coût amorti
À recevoir de La Financière agricole du Québec	Prêt et créance	Au coût amorti
Placements	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer	Au coût amorti	Au coût amorti

a) Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti s'ils sont détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est la détention à des fins de perception des flux de trésorerie contractuels lorsque ceux-ci correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Après leur évaluation initiale, les actifs financiers de cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti. Les revenus d'intérêts gagnés sur ces instruments sont comptabilisés dans les revenus d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif financier de manière à obtenir la valeur comptable brute d'un actif financier. Le coût amorti est équivalent à leur coût, ce qui correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur compte tenu que les instruments financiers sont d'une durée de moins d'un an. La dépréciation des instruments financiers évalués au coût amorti est calculée à l'aide du modèle fondé sur les pertes sur créances attendues. Les titres de créance évalués au coût amorti sont présentés déduction faite du compte de correction de valeur pour pertes sur créances à l'état de la situation financière. À chaque date de clôture, l'entité évalue la perte de valeur pour un instrument financier à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, si le risque de crédit que comporte l'instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, l'entité évalue la perte de valeur au montant des pertes de crédits attendues pour les 12 mois à venir. Les pertes de valeur le cas échéant, sont comptabilisées à l'état du résultat global.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Classification et évaluation des instruments financiers à la date de première application de l'IFRS 9 (suite)

b) Actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net si :

- i. les actifs sont détenus à des fins de transactions;
- ii. les actifs sont détenus dans un portefeuille géré sur la base de la juste valeur;
- iii. les flux de trésorerie découlant des actifs ne correspondent pas à des paiements qui constituent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts.

La direction a désigné de façon irrévocable les placements comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à leur juste valeur. Les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés sous la rubrique « Revenus de placement » à l'état du résultat global.

c) Passifs financiers évalués au coût amorti

Après leur comptabilisation à la juste valeur, les charges à payer, le montant dû à La Financière agricole du Québec et le montant de distributions à payer sont évalués au coût amorti, qui est équivalent à leur coût et à leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Fonds a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, le montant est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'effet de la désactualisation est comptabilisé dans les charges financières.

a) Passif relié aux programmes d'assurance

Une provision est estimée au titre des obligations des programmes d'assurance stabilisation des revenus agricoles et d'assurance récolte relativement à l'année d'assurance se terminant au cours de l'exercice financier, sans prise en compte de facteurs d'actualisation en raison de son échéance rapprochée.

Les provisions relatives aux contrats d'assurance du Fonds d'assurance récolte sont traitées selon la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance* et, conformément à celle-ci, un test de suffisance du passif doit être effectué à chaque date de clôture pour s'assurer du niveau suffisant des passifs d'assurance. Le test de suffisance du passif doit satisfaire aux dispositions minimales spécifiées à la norme, qui n'impose aucune autre contrainte. Les contraintes minimales sont les suivantes :

- i. Le test prend en considération les estimations actuelles de tous les flux de trésorerie contractuels et des flux de trésorerie liés, tels que les coûts de traitement des demandes d'indemnisation, ainsi que les flux de trésorerie résultant d'options et de garanties incorporées;
- ii. Si le test indique que le passif est insuffisant, l'insuffisance totale est comptabilisée en résultat net.

Toutefois, le test de suffisance du passif exigé par la norme IFRS 4 n'est pas effectué, compte tenu que les coûts de traitement des demandes d'indemnisation sont assumés par la Société et que seules les sorties de flux de trésorerie du Fonds représentent le paiement des indemnités qui font déjà l'objet d'une provision.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Provisions (suite)

b) Litiges

Les litiges font l'objet d'un suivi régulier, au cas par cas, par la direction de la Société. Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation de la provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de cette obligation à la date de l'état de la situation financière.

Rapprochement des passifs issus des activités de financement

Le rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des passifs issus des activités de financement n'est pas présenté, comme l'exige l'IAS 7 étant donné que les montants au tableau des flux de trésorerie représentent directement ceux qui sont nécessaires au rapprochement.

5. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES ET NON ENTRÉES EN VIGUEUR

L'incidence de la norme ci-dessous sur les états financiers du Fonds d'assurance récolte est présentement en évaluation et l'adoption anticipée n'est pas prévue.

IFRS 17 Contrats d'assurance – Date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021

L'IASB a publié en mai 2017 l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera l'actuelle IFRS 4, *Contrats d'assurance*. L'IFRS 17 comprend les exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir applicables à tous les contrats d'assurance.

L'IFRS 17 exige que le passif des contrats d'assurance soit évalué selon un modèle général fondé sur la valeur actuelle. Ce modèle général se base sur l'utilisation des hypothèses en date de clôture pour estimer le montant, le calendrier et l'incertitude des flux de trésorerie futurs, et prend en compte les taux d'intérêt du marché et les incidences des options de garanties des assurés.

De plus, selon l'IFRS 17, les profits résultant de la vente des contrats d'assurance ne seront plus reconnus lors de la comptabilisation initiale, mais seront reportés à titre de passifs distincts et comptabilisés au résultat net sur la période de couverture au fur et à mesure que les services seront rendus.

L'IFRS 17 devrait s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Cependant, l'IASB a voté en faveur du report d'un an de l'entrée en vigueur de l'IFRS 17. Le Conseil des normes comptables publiera un exposé sondage à cet effet. Ainsi, cette norme s'appliquerait maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Son adoption anticipée est permise sous certaines conditions.

6. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier est normalement le prix de la transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue.

Pour l'évaluation ultérieure des instruments comptabilisés à la juste valeur, les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur et, s'ils sont disponibles, ils sont utilisés pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une Bourse, d'un contrepartiste, d'un courtier, d'un groupe sectoriel ou d'un service d'évaluation des cours ou d'un organisme de réglementation et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

6. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, des hypothèses sont établies couvrant le montant, l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes, y compris des facteurs comme les taux d'intérêt, les différentiels de taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les hypothèses ou les données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables sont utilisées lorsque des données externes ne sont pas disponibles.

Méthodes et hypothèses considérées pour l'évaluation des instruments financiers évalués à la juste valeur

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse, investis dans les portefeuilles spécialisés de celle-ci, sont inscrits à la juste valeur établie par la Caisse au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Les dépôts à participation à la Caisse sont classés dans le Niveau 2 aux 31 mars 2019 et 2018.

7. CONTRIBUTIONS ET COMPENSATIONS

Des adhérents participent à la fois au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et au programme Agri-stabilité administrés par La Financière agricole, deux programmes visant à stabiliser les revenus de l'entreprise agricole. Ainsi, afin d'éviter le paiement d'une double contribution gouvernementale, les montants accordés en vertu d'un programme sont considérés lors du versement de l'autre programme.

Les compensations de 284 108 milliers de dollars (2018: 128 051 milliers de dollars) et les contributions de 223 167 milliers de dollars (2018: 180 053 milliers de dollars) ont été réduites chacune de 46 258 milliers de dollars (2018: 16 888 milliers de dollars) à la suite des paiements effectués et provisionnés en vertu du programme Agri-stabilité. Ces réductions peuvent être plus ou moins élevées que le montant estimé puisqu'elles sont inhérentes à la provision au programme Agri-stabilité.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

8. COMPTES CLIENTS

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

	2019	2018
Contributions	9 618	27 039
Compensations versées en trop	1 494	1 043
	11 112	28 082

La répartition des créances s'établit selon les années d'assurance suivantes :

	2019	2018
Année d'assurance 2018	10 473	--
Année d'assurance 2017	134	27 445
Année d'assurance 2016	98	96
Année d'assurance 2015	98	113
Année d'assurance 2014	106	197
Antérieures à 2014	203	231
	11 112	28 082

Le Fonds n'a constitué aucune provision pour mauvaises créances. Les créances sont radiées lorsque le Fonds estime qu'il n'arrivera pas à recouvrer le montant. Le Fonds a radié des créances pour un montant de 33 milliers de dollars au 31 mars 2019 (2018 : 31 milliers de dollars). Ces montants sont présentés en réduction des contributions et des compensations aux résultats.

Fonds d'assurance récolte

	2019	2018
Contributions	123	84
Indemnités versées en trop	79	37
	202	121

Le Fonds d'assurance récolte n'a constitué aucune provision pour mauvaises créances. Les créances sont radiées lorsque le Fonds estime qu'il n'arrivera pas à recouvrer le montant. Le Fonds a radié des créances de contribution pour un montant de 1 484 dollars au 31 mars 2019 (2018 : 2 644 dollars). Ce montant est présenté en réduction des contributions aux résultats.

9. AVANCES AUX ADHÉRENTS

Les avances aux adhérents représentent une tranche de compensation versée à titre d'acompte pour les productions Céréales et canola, dont l'année d'assurance se terminera au cours du prochain exercice financier.

10. CONTRIBUTIONS DES ADHÉRENTS REPORTÉES

Les contributions des adhérents reportées représentent les montants au titre de contrats pour l'année d'assurance subséquente reçus avant la date de clôture de l'exercice.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

11. DÛ À LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Portant intérêt à des taux variant entre 2,253 % et 2,499 %, échéants jusqu'au 3 septembre 2019 (2018 : 1,816 % à 1,921 %, échéants jusqu'au 28 mai 2018)

2019	2018
164	275
273 324	266 534
273 488	266 809

Fonds d'assurance récolte

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Portant intérêt au taux de 2,223 %, échéant le 1^{er} avril 2019

2019	2018
4	--
7 503	--
7 507	--

12. PROVISION POUR COMPENSATIONS

La provision pour compensations représente le montant résiduel à verser aux entreprises agricoles pour les produits du secteur animal selon le taux de compensation de l'année programme terminée dans le présent exercice en fonction des unités ultimes assurées par production. Les versements des compensations finales sont prévus au cours des deux prochains mois. À la date de préparation des états financiers, la direction du Fonds a déterminé la provision en fonction des informations disponibles à ce jour.

Solde au début

Reprise pour provision excédentaire

Compensations versées non provisionnées

Compensations versées

Provision pour compensations de l'année d'assurance courante

Solde à la fin

2019	2018
20 192	46 708
(20)	--
--	89
(20 172)	(46 797)
61 174	20 192
61 174	20 192

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

13. DÉFICIT CUMULÉ

Le tableau suivant montre l'évolution du déficit cumulé du Fonds par produit assurable :

PRODUIT ASSURABLE	Excédent (déficit) au 31 mars 2018	Contributions	Compensations	Intérêts Autres frais	Excédent (déficit) au 31 mars 2019
Veaux d'embouche	(3 384)	30 980	(59 729)	(424)	(32 557)
Bouvillons et bovins d'abattage	(1 634)	6 530	(9 024)	(181)	(4 309)
Veaux de grain	10 209	491	(16)	69	10 753
Porcelets	(78 937)	27 899	(39 115)	(1 935)	(92 088)
Porcs	(137 141)	50 655	(82 787)	(3 522)	(172 795)
Agneaux	4 203	15 211	(13 747)	(29)	5 638
Céréales et canola	(41 375)	44 909	(33 432)	(717)	(30 615)
Pommes	2 315	234	--	(85)	2 464
	(245 744)	176 909	(237 850)	(6 824)	(313 509)

PRODUIT ASSURABLE	Année d'assurance courante	Période couverte par l'année d'assurance
Veaux d'embouche	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Bouvillons et bovins d'abattage	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Veaux de grain	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Porcelets	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Porcs	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Agneaux	2018	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
Céréales	2017	1 ^{er} août 2017 au 31 juillet 2018
Canola	2017	1 ^{er} août 2017 au 31 juillet 2018
Pommes	2017	15 août 2017 au 14 août 2018

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

14. REVENUS DE PLACEMENT

	2019	2018
Revenus de placement des fonds confiés à la Caisse :		
Revenus nets de placement :		
Revenu fixe	4 431	2 565
Marchés boursiers	3 587	3 276
Autres placements	149	89
	8 167	5 930
Gains (pertes) à la vente de placements :		
Revenu fixe	102	17
Marchés boursiers	4 814	2 295
Autres placements	--	(737)
	4 916	1 575
Plus-value (moins-value) non réalisée :		
Revenu fixe	495	(155)
Marchés boursiers	1 628	6 430
Autres placements	(99)	707
	2 024	6 982
Intérêts sur dépôts à vue du fonds général à la Caisse	17	1
	15 124	14 488
Revenu d'intérêts :		
Placements temporaires	52	99
Avances – La Financière agricole du Québec	11	77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45	76
Comptes clients	13	16
Billets à terme adossés à des actifs	--	1
	121	269
Gain sur disposition de billets à terme adossés à des actifs	6	--
	15 251	14 757

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

15. REVENUS DE PLACEMENT À RECEVOIR

Revenus de placement de dépôts à participation à la Caisse

2019	2018
1 207	656

16. À RECEVOIR DE LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

Sans intérêt ni modalité de remboursement

Portant intérêt au taux de 1,573 %, échu le 5 avril 2018

2019	2018
231	222
--	6 500
231	6 722

17. PLACEMENTS

Billet à escompte, portant intérêt au taux de 1,57 %, échu le 31 mai 2018

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

2019		2018	
Courant	Non courant	Courant	Non courant
--	--	4 987	--
--	373 379	--	396 527
--	373 379	4 987	396 527

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture mensuelle des résultats financiers, la Caisse attribue au Fonds les revenus nets de placement.

Voici les éléments d'actif composant les dépôts à participation :

Placements à la juste valeur (coût 2019 : 338 millions de dollars; 2018 : 364 millions de dollars)

Avance au fonds général

Revenus de placement courus et à recevoir

Revenu net à verser au déposant

2019	2018
373 932	396 565
(26)	(33)
679	651
(1 206)	(656)
373 379	396 527

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

17. PLACEMENTS (SUITE)

Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec (suite)

Les placements à la juste valeur au fonds particulier et le passif lié aux placements se détaillent comme suit :

	2019	2018
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	20 711	22 032
Crédit	16 933	18 015
Valeur à court terme	188 888	202 931
	226 532	242 978
Actions		
Marchés boursiers	147 542	153 630
	374 074	396 608
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général	(142)	(43)
	373 932	396 565

18. PROVISION POUR INDEMNITÉS

La provision pour indemnités correspond au coût total estimé du règlement de tous les dommages déclarés et impayés à la date de clôture, selon les informations connues à ce jour sur les faits, les circonstances et les rendements des cultures. L'estimation pourrait toutefois être différente à la suite de l'obtention d'informations supplémentaires.

	2019	2018
Solde au début	3 349	1 055
Indemnités non provisionnées	369	--
Indemnités versées	(3 718)	(767)
Reprise pour provision excédentaire	--	(303)
Provision pour indemnités de l'exercice	3 562	3 364
Solde à la fin	3 562	3 349

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

19. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers, qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, les fonds fiduciaires sont liés avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec les entreprises publiques et les organismes contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les fonds fiduciaires n'ont conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

Par ailleurs, la Société assume les charges administratives du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles pour un montant de 4 808 milliers de dollars (2018 : 4 803 milliers de dollars) et du Fonds d'assurance récolte pour un montant de 6 553 milliers de dollars (2018 : 5 754 milliers de dollars) déduction faite de la contribution à l'administration du gouvernement fédéral y afférente.

20. GESTION DU CAPITAL

L'objectif des Fonds en matière de capital est d'assurer le maintien des engagements financiers à l'égard des paiements de compensations pour le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et des paiements d'indemnités pour le Fonds d'assurance récolte.

Les capitaux comprennent le montant dû à La Financière agricole du Québec et l'avoir du Fonds d'assurance récolte.

Afin de s'assurer d'avoir les capitaux nécessaires à la continuité des opérations des Fonds, la Société détermine les taux de prime selon une méthodologie de tarification établie à partir de normes et de critères bien définis. Une analyse actuarielle, effectuée tous les cinq ans, permet de réduire le niveau de risque relié à la détermination des taux de prime.

La Société révisé périodiquement les besoins financiers des Fonds et s'assure d'avoir les autorisations d'emprunts auprès du gouvernement du Québec en fonction de ceux-ci.

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Fonds d'assurance récolte sont exposés à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

Des politiques, approuvées par le conseil d'administration, ainsi que des mécanismes de contrôle sont en place afin d'appuyer le conseil d'administration en matière de gestion des risques.

De plus, le Fonds d'assurance récolte dispose d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la Caisse. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement maximal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Fonds et en permettant à ce dernier de remplir ses engagements financiers.

Par ailleurs, le Fonds détermine les concentrations de risque par la revue périodique de son portefeuille de référence. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du fonds particulier dans les portefeuilles spécialisés.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

Entre autres, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que le Fonds subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. Les Fonds sont exposés principalement au risque de crédit relativement à l'encaisse ou de la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux comptes clients, aux revenus de placement à recevoir, aux placements ainsi qu'au montant à recevoir de La Financière agricole du Québec. Le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable de l'actif, déduction faite de toute provision pour pertes.

Le risque de crédit lié à l'encaisse ou à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité étant donné que les fonds sont déposés dans des banques à charte canadienne et des institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée ou à la Caisse.

Les Fonds sont peu exposés au risque de crédit à l'égard de leurs comptes clients. La *Loi sur La Financière agricole du Québec* permet aux Fonds d'effectuer compensation à l'égard de toute somme qui leur est due par une entreprise à même un montant auquel la même entreprise a droit en vertu d'une loi administrée par la Société. De plus, la gestion des créances de clients est encadrée par une politique approuvée par le conseil d'administration.

La concentration du risque de crédit survient lorsqu'un groupe de débiteurs, qui exercent des activités similaires, est situé dans le même secteur géographique ou si ces débiteurs ont des caractéristiques économiques semblables. Un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.

Au 31 mars 2019, la concentration du risque de crédit lié aux comptes clients se répartit selon les productions assurées suivantes :

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

	2019	2018
Porcine	79 %	94 %
Bovine	17 %	4 %
Agneaux	4 %	2 %
	100 %	100 %

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

a) Risque de crédit (suite)

Fonds d'assurance récolte

	2019	2018
Céréales	27 %	24 %
Foin et maïs fourrager	26 %	22 %
Sirop	18 %	--
Pommes	13 %	29 %
Pommes de terre	13 %	--
Légumes maraîchers	2 %	14 %
Autres	1 %	11 %
	100 %	100 %

Les placements du Fonds d'assurance récolte font l'objet d'une surveillance continue par le conseil d'administration et le comité de vérification.

Concernant les dépôts à participation à la Caisse, la Société gère en partie le risque de crédit en déterminant la composition de son portefeuille de référence, réduisant ainsi l'exposition au risque à un niveau jugé acceptable par celle-ci. Les analyses du risque de crédit et de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds d'assurance récolte est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de crédit. Seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers de ce fonds est présentée. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers. Tous les instruments financiers détenus directement par le fonds particulier sont transigés avec la Caisse, laquelle bénéficie d'une cote de crédit AAA.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou en vertu d'un avis de dommage en assurance récolte ou d'un paiement de compensation en assurance stabilisation des revenus agricoles.

La gestion des liquidités est effectuée quotidiennement en tenant compte des besoins d'exploitation et en recourant aux facilités de crédit de la Société. La direction gère étroitement les liquidités au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements des placements. Des prévisions budgétaires et de trésorerie sont établies afin d'avoir l'assurance de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire à ses obligations. Pour ce faire, la Société a mis en place des pratiques permettant de mesurer, de contrôler et de prévoir un niveau adéquat des liquidités. La Société dispose de crédits bancaires autorisés et inutilisés totalisant 70 millions de dollars au 31 mars 2019 (2018 : 155 millions de dollars) pour les Fonds. Le Fonds d'assurance récolte est peu exposé au risque de liquidité compte tenu de son avoir net qui représente 97 % de tous ses actifs et des facilités de crédit disponibles de la Société. Le Fonds d'assurance stabilisation est peu exposé au risque de liquidité compte tenu des facilités de crédit disponibles avec la Société et du versement de sa contribution déposée dans le premier trimestre de l'exercice suivant.

Pour les placements à la Caisse, l'analyse du risque de liquidité est effectuée globalement par cette dernière pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de liquidité. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Le Fonds d'assurance récolte est exposé au risque de marché relativement aux placements en dépôts à participation de la Caisse. La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque, tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs, sont pris en compte.

La politique de placement du Fonds encadre la composition du portefeuille de référence, lequel correspond à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations minimales et maximales permises par rapport aux pondérations cibles. Ces dernières tiennent compte des positions prises au comptant et en instruments financiers dérivés. Les portefeuilles de référence incluent également le niveau d'exposition cible aux devises. La proportion des catégories d'actifs composant les portefeuilles de référence détermine le niveau d'exposition au risque de marché.

Au 31 mars 2019, la composition du portefeuille de référence du fonds particulier détenu par le Fonds d'assurance récolte, en pourcentage de l'actif net, est la suivante :

	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe	60,58 %	56 %	61 %	66 %
Taux	5,54 %	2,5 %	5,5 %	8,5 %
Crédit	4,53 %	1,5 %	4,5 %	7,5 %
Valeurs à court terme	50,51 %	46 %	51 %	56 %
Actions				
Marchés boursiers	39,49 %	34 %	39 %	44 %
Autres	-0,07 %			

Le risque de marché est mesuré par la Caisse au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 5 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le fonds particulier.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque, tels que les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux de crédit, des taux de change et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille du fonds particulier des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

Trois types de mesures du risque sont analysés :

- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier.
- Le risque absolu ou la VaR absolue du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier.
- Le risque actif ou la VaR de la gestion active représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, le fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Les risques du fonds particulier détenu par le Fonds d'assurance récolte, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, sont les suivants :

	2019	2018
Risque absolu des portefeuilles réels	8,1 %	8,1 %
Risque absolu des portefeuilles de référence	8,3 %	8,3 %
Risque actif	1,2 %	1,3 %

Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds d'assurance récolte est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de change, d'intérêt ou de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure globale de la VaR. Par conséquent, seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers du fonds particulier est présentée. L'exposition indirecte aux placements sous-jacents est détaillée dans les états financiers de chaque portefeuille spécialisé.

i. Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Le placement dans les dépôts à participation à la Caisse, détenu par le Fonds d'assurance récolte, contient des placements en devises étrangères. La Caisse effectue une gestion globale du risque de change pour tous les déposants afin d'en réduire l'exposition de façon optimale.

Au 31 mars 2019, l'exposition nette aux devises étrangères du portefeuille réel, incluant les investissements sous-jacents en devises détenues par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net du fonds particulier, représente 32 % (2018 : 28 %).

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

ii. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt de marché. Le risque de taux d'intérêt découle également de la désynchronisation des échéances entre différents éléments de l'actif et du passif et de ses conséquences, lors de fluctuations de taux, sur l'état des revenus et des charges d'intérêts.

Le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles est exposé au risque de taux d'intérêt en raison, notamment, du montant dû à La Financière agricole du Québec, renouvelé périodiquement au cours de l'exercice. Pour réduire l'exposition à ce risque, la direction s'efforce de minimiser le recours et le coût du financement à court terme. En effet, la contribution de l'adhérent est perçue à même le versement de la première avance de compensation, s'il y a lieu. Par la suite, la Société verse sa contribution au Fonds, réduisant ainsi le recours au financement pour une période donnée. Une variation de 1 % dans le taux d'intérêt se traduirait par une augmentation ou une diminution de 2,7 millions de dollars (2018 : 2,7 millions de dollars).

Le Fonds d'assurance récolte est exposé au risque de taux d'intérêt relatif aux placements et aux avances de La Financière agricole du Québec. La Société recherche les conditions de placement les plus avantageuses sur le marché, tout en gérant également les échéances en appareillant les entrées et les besoins de liquidités. Une variation de 1 % dans le taux d'intérêt se traduirait par une augmentation ou une diminution de 3,7 millions de dollars (2018 : 4 millions de dollars).

22. RISQUE D'ASSURANCE

Gestion du risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque qu'un événement assuré survienne. Le Fonds d'assurance récolte est exposé au risque d'assurance relatif aux contrats avec les entreprises agricoles pour couvrir les dommages causés à leur récolte. Le risque lié aux contrats d'assurance comprend surtout les risques associés aux éléments suivants :

- La tarification;
- La fluctuation du calendrier, de la fréquence et de la gravité des sinistres relativement aux prévisions;
- Les pertes importantes imprévues découlant d'un événement unique, comme une catastrophe.

a) Risque relié à la tarification

Le risque relié à la tarification est le risque que la tarification soit inappropriée, ou le devienne, et résulte en un niveau de capitalisation du Fonds insuffisant pour couvrir les dommages déclarés et à venir. Le risque exposé est de courte durée puisque les contrats couvrent une période de douze mois. Il est principalement géré par l'application d'une méthodologie de tarification rigoureuse qui fait l'objet de validations périodiques et d'une évaluation actuarielle tous les cinq ans.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

22. RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

Gestion du risque d'assurance (suite)

b) Risque relié aux indemnités

Le risque relié aux indemnités comprend la fluctuation du calendrier, de la fréquence et de la gravité des sinistres relativement aux prévisions ainsi que les pertes importantes imprévues découlant d'un événement unique. Ce risque survient lorsque l'assuré subit une perte attribuable à des conditions climatiques défavorables ou à des phénomènes naturels incontrôlables. L'exposition au risque relié aux indemnités est limitée en fonction du niveau de couverture choisi par l'assuré. De plus, certaines conditions sont assorties au contrat, faisant en sorte qu'il y a perte du droit à l'indemnité dans le cas où l'adhérent n'a pas respecté les pratiques culturales exigées par la Société. De plus, l'assuré doit effectuer sa réclamation avant la date limite prévue par le programme, laquelle est déjà échue à la date de clôture.

Des mécanismes de contrôle sont en place pour examiner le traitement des demandes d'indemnisation afin d'éviter les demandes douteuses ou frauduleuses. De plus, la Société détient des stations météorologiques, réparties dans diverses régions administratives, pour obtenir des données fiables permettant de calculer efficacement les indemnités à verser pour le produit Foin collectif.

La concentration du risque d'assurance

La situation géographique et le produit cultivé des entreprises assurées influent sur l'exposition au risque d'assurance du Fonds. À ce titre, les tableaux suivants indiquent la concentration de la clientèle par région administrative et par produit pour l'année d'assurance 2018 :

Région administrative	2019		2018	
	Répartition de la clientèle	Indemnités	Répartition de la clientèle	Indemnités
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec	2 %	8 %	2 %	4 %
Bas-Saint-Laurent	11 %	35 %	11 %	20 %
Capitale-Nationale	3 %	2 %	3 %	1 %
Centre-du-Québec	13 %	3 %	11 %	4 %
Chaudière-Appalaches	18 %	10 %	18 %	5 %
Côte-Nord	--	--	--	--
Estrie	7 %	1 %	7 %	2 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 %	1 %	1 %	1 %
Lanaudière	5 %	6 %	4 %	10 %
Laurentides	3 %	2 %	3 %	5 %
Mauricie	4 %	3 %	4 %	3 %
Montréal	24 %	13 %	26 %	34 %
Montréal-Laval	--	--	--	--
Ontario	2 %	2 %	3 %	4 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 %	14 %	7 %	7 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

22. RISQUE D'ASSURANCE (SUITE)

La concentration du risque d'assurance (suite)

	2019	2018
Foin et maïs fourrager	16 %	16 %
Céréales	45 %	52 %
Légumes de transformation	5 %	4 %
Légumes maraîchers	12 %	9 %
Pommes de terre	6 %	6 %
Sirop d'érable	3 %	3 %
Autres	13 %	10 %
	100 %	100 %

23. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Fonds d'assurance récolte

	2019	2018
Intérêts perçus liés aux activités d'exploitation	12	27
Intérêts perçus liés aux activités d'investissement	10 078	7 878
Intérêts versés liés aux activités d'exploitation	2	6
Intérêts versés liés aux activités de financement	66	--

24. ENGAGEMENT

L'engagement du Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles relatif aux études de coûts de production pour le prochain exercice est de 1 021 milliers de dollars (2018 : 1 001 milliers de dollars). Ce montant sera indexé de 2 % pour chacune des années subséquentes, et ce, jusqu'au terme de la convention en mars 2024.

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance récolte

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)

25. PASSIFS ÉVENTUELS

Le Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles fait actuellement l'objet d'un recours juridique, impliquant des groupes de demandeurs qui contestent collectivement, entre autres, la détermination des compensations versées par la Société.

Les demandeurs, soit 45 entreprises œuvrant ou ayant œuvré dans le secteur porcin, tentent de faire reconnaître la responsabilité de la Société à titre de gestionnaire de différents programmes en assurance et en financement pour les pertes financières et dommages subis en raison, entre autres, de la mesure de redressement et de modifications appliquées à l'étude des coûts de production 2007-2008. Le montant des réclamations, purement hypothétique, est actuellement de 45 millions de dollars, soit 1 million par demandeur, mais aucune preuve ni aucune démonstration quant aux pertes subies par les entreprises n'a été produite dans ce dossier qui en est encore aux moyens préliminaires. Dans l'état actuel de la demande, la probabilité de gains pour les demandeurs est plus qu'incertaine.

À la date de préparation des états financiers, l'issue de ce litige demeure imprévisible. Toutefois, à la lumière des renseignements dont la Société dispose actuellement, la direction estime qu'il n'est pas probable que le résultat définitif de cette cause ait une incidence importante sur l'ensemble de la situation financière du Fonds et, par conséquent, aucune provision n'a été constatée à la date de clôture.

En vertu de la *Loi sur La Financière agricole du Québec*, les sommes requises pour représenter un patrimoine fiduciaire dans le cours d'une procédure judiciaire ou pour l'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée contre la Société, à titre de fiduciaire du patrimoine, sont prises sur ce patrimoine.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Loto-Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec les informations données dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction élabore, établit et maintient des systèmes de contrôles internes, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables. La Direction corporative de l'audit interne et de la gestion des risques d'entreprise procède à des audits périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes et de leur application uniforme par Loto-Québec.

Loto-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de Loto-Québec surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'informations financières et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction, la Direction corporative de l'audit interne et de la gestion des risques d'entreprise, le Vérificateur général du Québec et la firme comptable KPMG S.R.L.\S.E.N.C.R.L. (KPMG), examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec et KPMG ont conjointement procédé à l'audit des états financiers consolidés de Loto-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et leur rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de leur opinion. Le Vérificateur général du Québec et KPMG peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

La présidente et chef de la direction
de Loto-Québec,



LYNNE ROITER

La vice-présidente corporative aux finances
et à l'administration de Loto-Québec,



JOHANNE ROCK, CPA, CA

MONTRÉAL, QUÉBEC
LE 30 MAI 2019

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au ministre des Finances

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Loto-Québec (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 mars 2019, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et nous assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, étant donné l'application rétrospective des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients et aux instruments financiers, expliqués à la note 3 complémentaire aux états financiers consolidés, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyaine Leclerc FCPA Auditrice, FCA

GUYLAINE LECLERC, FCPA AUDITRICE, FCA
MONTRÉAL, QUÉBEC
LE 30 MAI 2019



KPMG A.M.D. / S.E.N.C.R.L.

KPMG S.R.L. (S.E.N.C.R.L.)
MONTRÉAL, QUÉBEC
LE 30 MAI 2019



¹ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A110618

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i>	2019	2018 Retraité
Produits (note 5)	2 827 087	2 742 167
Coût des ventes (note 6)	500 560	466 417
Bénéfice brut	2 326 527	2 275 750
Charges		
Avantages du personnel (note 7)	448 372	436 094
Dotation aux amortissements (notes 14 et 15)	119 918	126 564
Paievements spéciaux (note 8)	21 760	20 937
Taxe sur les produits et services	11 586	14 294
Taxe de vente du Québec	23 143	29 055
Charges générales d'exploitation, d'administration et autres	283 290	300 607
	908 069	927 551
Résultat des activités d'exploitation	1 418 458	1 348 199
Produits financiers (note 9)	(2 704)	(1 665)
Charges financières (note 9)	8 720	9 607
Charges financières nettes (note 9)	6 016	7 942
Quote-part du résultat net dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et versements aux partenaires (note 13)	4 236	4 790
Résultat net	1 408 206	1 335 467
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :		
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (note 19)	(10 686)	(8 296)
Résultat global	1 397 520	1 327 171

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
Solde au 1^{er} avril 2017	170	86 300	43 399	129 869
Dividende	–	(1 310 467)	–	(1 310 467)
Contributions au Gouvernement du Québec (note 10)	–	(25 000)	–	(25 000)
Transactions avec l'actionnaire	–	(1 335 467)	–	(1 335 467)
Résultat net	–	1 335 467	–	1 335 467
Autres éléments du résultat global				
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (note 19)	–	–	(8 296)	(8 296)
Résultat global	–	1 335 467	(8 296)	1 327 171
Solde au 31 mars 2018	170	86 300	35 103	121 573
Dividende	–	(1 383 206)	–	(1 383 206)
Contributions au Gouvernement du Québec (note 10)	–	(25 000)	–	(25 000)
Transactions avec l'actionnaire	–	(1 408 206)	–	(1 408 206)
Résultat net	–	1 408 206	–	1 408 206
Autres éléments du résultat global				
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (note 19)	–	–	(10 686)	(10 686)
Résultat global	–	1 408 206	(10 686)	1 397 520
Solde au 31 mars 2019	170	86 300	24 417	110 887

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2019

(En milliers de dollars canadiens)	2019	2018 Retraité
ACTIFS		
Trésorerie (note 23)	100 997	122 221
Créances clients et autres débiteurs (note 11)	74 317	109 221
Portion courante de l'avance à la Société en commandite Manoir Richelieu (note 13)	5 000	—
Stocks (note 12)	4 813	10 297
Charges payées d'avance	27 332	25 660
Total des actifs courants	212 459	267 399
Participations dans une entreprise comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, prêts et avance (note 13)	35 082	34 928
Immobilisations corporelles (note 14)	708 373	756 859
Immobilisations incorporelles (note 15)	52 344	54 665
Total des actifs non courants	795 799	846 452
Total des actifs	1 008 258	1 113 851
PASSIFS		
Emprunts bancaires (note 16)	296 735	289 294
Dividende à payer	147 404	168 967
Charges à payer et frais courus (note 17)	273 825	269 875
Dérivés sur opérations de jeu	5 620	5 308
Produits différés	10 256	21 999
Portion courante de la dette à long terme (note 18)	—	100 000
Total des passifs courants	733 840	855 443
Dette à long terme (note 18)	117 959	117 832
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme (note 19)	45 572	19 003
Total des passifs non courants	163 531	136 835
Total des passifs	897 371	992 278
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions autorisé, émis et payé : 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune	170	170
Résultats non distribués	86 300	86 300
Cumul des autres éléments du résultat global	24 417	35 103
Total des capitaux propres	110 887	121 573
Total des passifs et des capitaux propres	1 008 258	1 113 851

Pour le conseil d'administration



HÉLÈNE F. FORTIN, FCPA, FCA
PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



LYNNE ROITER
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

(En milliers de dollars canadiens)	2019	2018 Retraité
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	1 408 206	1 335 467
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Dotation aux amortissements et moins-values nettes	119 918	126 564
Perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	860	4 191
Charges au titre des prestations définies et autres avantages à long terme	32 324	27 674
Quote-part du résultat net dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	4 236	4 791
Autres charges financières nettes	6 016	7 942
Variation nette des éléments hors caisse (note 23)	30 339	(3 497)
Capitalisation des obligations au titre des prestations définies	(16 442)	(17 124)
Intérêts payés	(9 111)	(9 667)
Intérêts reçus	2 704	1 665
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 579 050	1 478 006
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 14)	(53 554)	(47 678)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (note 15)	(15 026)	(10 428)
Produits résultant de la cession d'immobilisations corporelles	197	326
Investissement dans la Société en commandite Manoir Richelieu, net des distributions et versements aux partenaires	(9 563)	(5 700)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(77 946)	(63 480)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividende payé	(1 404 769)	(1 207 151)
Variation nette des emprunts bancaires	7 441	(101 988)
Remboursement de la dette à long terme	(100 000)	(40 000)
Contributions au Gouvernement du Québec (note 10)	(25 000)	(25 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 522 328)	(1 374 139)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(21 224)	40 387
Trésorerie au début de l'exercice	122 221	81 834
Trésorerie à la fin de l'exercice (note 23)	100 997	122 221

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019
(En milliers de dollars canadiens)

1 | STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des loteries du Québec, désignée sous le nom de Loto-Québec, est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances. Selon sa loi constitutive (RLRQ, chapitre S-13.1), elle a pour fonction de conduire et d'administrer des systèmes de loterie ainsi que d'exercer les commerces qui contribuent à l'exploitation d'un casino d'État. Elle peut également offrir, moyennant considération, des services de consultation et de mise en œuvre dans les domaines de sa compétence. De plus, la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 modifie la Loi constitutive de Loto-Québec pour qu'elle accomplisse les tâches qui lui sont dévolues au titre III.4 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) relativement aux jeux d'argent en ligne. Les modifications en question entreront en vigueur à la date qui sera fixée par le gouvernement. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e supplément)) et de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), Loto-Québec est exonérée d'impôts sur le revenu.

Loto-Québec est une société ayant élu domicile au Québec, Canada. Le siège social de Loto-Québec est situé au 500, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec.

Les états financiers consolidés de Loto-Québec comprennent les comptes de Loto-Québec et ceux de ses filiales (appelées collectivement « Loto-Québec » et individuellement les « filiales de Loto-Québec ») ainsi que la participation de Loto-Québec dans une coentreprise.

2 | BASE DE PRÉPARATION

a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de Loto-Québec et a autorisé leur publication le 30 mai 2019.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception :

- Des instruments financiers dérivés sur opérations de jeu, évalués à la juste valeur;
- Du passif net au titre des prestations définies, évalué à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (OPD), déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les méthodes utilisées pour l'évaluation à la juste valeur sont exposées plus amplement à la note 22.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Loto-Québec. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

d) Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables, et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés au cours de l'exercice.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement, et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée. Elles reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales, ainsi que les conjonctures à l'égard de l'issue probable de ces éléments en cause. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Des informations sur les hypothèses et les incertitudes importantes relatives aux éléments qui font l'objet d'estimations, qui ont une incidence importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés et qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours de l'exercice suivant sont fournies aux notes suivantes :

- Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme (*notes 4 f et 19 b iv*);
- Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles (*note 4 m et n*);
- Moins-values (*note 4 o*);
- Passifs éventuels (*note 27*).

3 | MODIFICATIONS AUX MÉTHODES COMPTABLES

Les informations sur les nouvelles normes ainsi que sur les modifications et les interprétations qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers consolidés de Loto-Québec sont fournies ci-après. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de Loto-Québec.

Modifications des normes devant obligatoirement être appliquées pour l'exercice considéré et autres modifications comptables

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

Au 1^{er} avril 2018, Loto-Québec a adopté la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette nouvelle norme remplace la norme IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, la norme IAS 11, *Contrats de construction*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, et certaines autres interprétations liées aux produits. La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients. Le modèle consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, le montant comptabilisé et le moment de comptabilisation. La norme IFRS 15 requiert de constater le produit au moment où le client obtient le contrôle du bien ou service, soit à un moment précis ou progressivement.

Transition

Loto-Québec a appliqué la norme IFRS 15 de façon rétrospective, soit avec le retraitement des informations de la période comparative débutant le 1^{er} avril 2017, sans avoir recours aux mesures de simplification.

IFRS 9, Instruments financiers

Au 1^{er} avril 2018, Loto-Québec a adopté la norme IFRS 9, *Instruments financiers*. Cette nouvelle norme remplace la norme IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, et l'IFRIC 9, *Réexamen de dérivés incorporés*. Cette norme propose un modèle logique de classement et d'évaluation, et un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues.

Les modifications aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers sont les suivantes :

a) Classement et évaluation des actifs et passifs financiers :

Selon la norme IFRS 9, au moment de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé dans l'une des trois catégories d'évaluation ultérieures suivantes : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend généralement du modèle économique de gestion de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. La norme IFRS 9 supprime les catégories des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, des prêts et créances et des actifs disponibles à la vente qui existaient selon la norme IAS 39.

Le tableau ci-dessous présente les catégories d'évaluation initiales des actifs financiers selon la norme IAS 39 et les nouvelles catégories selon la norme IFRS 9 pour chaque catégorie d'actif financier de Loto-Québec au 1^{er} avril 2018.

Actifs financiers	Classement initial selon l'IAS 39	Nouveau classement selon l'IFRS 9
Trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti
Créances clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Prêts et avances dans une entreprise comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	Prêts et créances	Coût amorti

La norme IFRS 9 conserve majoritairement les dispositions de la norme IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers.

Pour de plus amples informations sur les nouvelles méthodes comptables de Loto-Québec pour le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, voir la note 4 i).

b) Dépréciation des actifs financiers

La norme IFRS 9 remplace le modèle de dépréciation des pertes de crédit encourues de la norme IAS 39 par l'introduction d'un nouveau modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais non aux instruments de capitaux propres. Pour de plus amples informations sur les nouvelles méthodes comptables de Loto-Québec en lien avec ce nouveau modèle de dépréciation, voir à la note 4 o) i).

Transition

Loto-Québec a appliqué la norme IFRS 9 de façon rétrospective, soit avec le retraitement des informations comparatives des périodes antérieures, à l'exception des éléments suivants :

- La détermination du modèle économique de détention d'un actif financier est basée sur les faits et circonstances à la date de la première application de la norme IFRS 9.
- Si un titre présentait un risque de crédit faible à la date de la première application de la norme IFRS 9, Loto-Québec a posé l'hypothèse que le risque de crédit associé à l'actif n'avait pas augmenté de façon significative depuis sa comptabilisation initiale.

Autres modifications comptables**Taxes sur les produits et services et taxes de vente du Québec**

Loto-Québec a reclassé dans le poste « Coût des ventes » à l'état consolidé du résultat global, les taxes sur les produits et services et les taxes de vente du Québec directement liées aux éléments du coût des ventes. Auparavant, les taxes sur les produits et services et les taxes de vente du Québec étaient présentées en totalité dans les charges aux postes « Taxe sur les produits et services » et « Taxe de vente du Québec » à l'état consolidé du résultat global.

Loto-Québec a effectué ce reclassement pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et pour les informations comparatives de l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de mieux refléter la nature de ces charges.

Provisions

Suite à une analyse réalisée par Loto-Québec portant sur la nature des mises sur opérations de jeu découlant de contrats avec des clients, Loto-Québec a retraité les lots à payer sur les billets de loteries instantanées, les lots progressifs à payer et les lots non réclamés destinés à l'attribution de lots bonis, lesquels étaient auparavant comptabilisés à titre de provisions. Ceux-ci sont désormais comptabilisés comme passifs financiers dans les charges à payer et frais courus.

Ce retraitement n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation, sur la situation financière ni sur les flux de trésorerie des états financiers antérieurs de Loto-Québec.

Actifs et passifs liés aux rentes viagères

Suite à une analyse réalisée par Loto-Québec portant sur les critères de comptabilisation et décomptabilisation entourant les opérations liées aux rentes viagères attribuées à titre de gros lots de certains jeux découlant de contrats avec des clients, Loto-Québec a retraité les actifs et les passifs financiers liés à celles-ci. Les soldes qui étaient présentés à l'état consolidé de la situation financière de l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été décomptabilisés.

Ce retraitement n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation, sur la situation financière ni sur les flux de trésorerie des états financiers antérieurs de Loto-Québec.

Incidences quantitatives des modifications aux méthodes comptables résultant de l'adoption de la norme IFRS 9 et de la norme IFRS 15 et autres modifications comptables**a) État consolidé du résultat global**

À la suite de l'adoption de la norme IFRS 9 et de la norme IFRS 15, Loto-Québec a établi que les produits des jeux dans le cadre de ses activités ordinaires sont répartis en deux grandes catégories :

- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués sont fixes ou substantiellement fixes (ci-après « substantiellement fixes »). Les produits de ces jeux constituent, en substance, une commission et ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Le montant des produits de ces jeux correspond à la contrepartie reçue du client moins les lots payables aux clients.
- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu. Les produits de ces jeux constituent, en substance, des règlements de dérivés sur opérations de jeu et ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*. Le montant des produits de ces jeux correspond au cumul des profits et pertes nets à la suite du règlement de chaque jeu, soit à la différence entre les mises et les lots attribués.

Par conséquent, les produits des jeux dans le cadre des activités ordinaires de Loto-Québec sont dorénavant tous comptabilisés sur la base du produit net. Auparavant, les produits provenant des jeux de loterie et des jeux de bingo et de Kinzo étaient présentés sur la base du produit brut, soit au montant des mises reçues des clients, et les lots attribués afférents étaient présentés au coût des ventes.

Cette modification a eu comme incidence le retraitement du coût des ventes – lots attribués relatifs aux jeux de loterie et aux jeux de bingo et de Kinzo en diminution des produits, tel que présentée dans ce tableau. Le tableau ci-dessous présente également l'incidence du reclassement des taxes sur les produits et services et des taxes de vente du Québec directement liées au coût des ventes.

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

	Montants publiés antérieurement	Retraitements	Reclassement	Montants retraités
Loteries				
Produits	1 881 127	(1 002 074)	–	879 053
Coût des ventes	1 164 384	(1 002 074)	22 464	184 774
Casinos				
Coût des ventes	43 602	–	1 824	45 426
Établissements de jeux				
Produits	1 006 563	(24 982)	–	981 581
Coût des ventes	230 467	(24 982)	30 732	236 217
Charges				
Charges générales d'exploitation, d'administration et autres	300 803	–	(196)	300 607
Taxe sur les produits et services	32 599	–	(18 305)	14 294
Taxe de vente du Québec	65 574	–	(36 519)	29 055

b) État consolidé de la situation financière

Auparavant, les contreparties reçues des clients pour les jeux pour lesquels l'obligation de prestation n'était pas encore remplie à la fin d'un exercice étaient entièrement comptabilisées au passif à titre de produits différés. À la suite de l'adoption de la norme IFRS 9 et de la norme IFRS 15, désormais :

- dans le cas des jeux pour lesquels les taux de lots attribués sont substantiellement fixes et pour lesquels l'obligation de prestation n'est pas encore remplie à la fin d'un exercice, la portion de la contrepartie reçue des clients correspondant au taux de lots attribués substantiellement fixe est comptabilisée à l'état de la situation financière à titre de passif financier pour lots à payer et la portion résiduelle est comptabilisée à titre de produits différés.
- dans le cas des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu et pour lesquels l'opération de jeu n'est pas réglée à la fin d'un exercice, ceux-ci sont présentés à l'état de la situation financière à titre de dérivés sur opérations de jeu évalués à la juste valeur jusqu'au moment où l'opération de jeu est réglée.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence liée au retraitement des produits différés découlant des modifications des normes IFRS 9 et IFRS 15 ainsi que l'incidence liée aux retraitements des provisions ainsi que des actifs et des passifs financiers liés aux rentes viagères :

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

	Montants publiés antérieurement	Retraitements	Montants retraités
ACTIFS			
Créances clients et autres débiteurs	110 979	(1 758)	109 221
Actifs financiers liés aux rentes viagères	118 049	(118 049)	–
PASSIFS			
Charges à payer et frais courus	201 496	68 379	269 875
Provisions	52 941	(52 941)	–
Dérivés sur opérations de jeu	–	5 308	5 308
Produits différés	44 503	(22 504)	21 999
Passifs financiers liés aux rentes viagères	118 049	(118 049)	–

Nouvelles normes et interprétations publiées, mais non entrées en vigueur

À la date d'autorisation de ces états financiers consolidés, de nouvelles normes ainsi que des modifications et interprétations des normes existantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur, et Loto-Québec ne les a pas appliquées de façon anticipée. La direction prévoit que l'ensemble des prises de position sera appliqué au cours du premier exercice débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16, laquelle remplace la norme IAS 17, *Contrats de location* et certaines autres interprétations liées aux contrats de location. La norme IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, la norme IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif, notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche de la norme IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'informations à fournir.

Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise dans certaines circonstances. La direction de Loto-Québec évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

4 | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**a) Principes de consolidation****(i) Filiales**

Les filiales sont des entités contrôlées par Loto-Québec. Il y a contrôle lorsque Loto-Québec est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec les filiales et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise de contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles s'harmonisent avec celles adoptées par Loto-Québec.

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Loto-Québec avec ceux de ses filiales en propriété exclusive, dont les établissements sont au Québec (Canada), soit :

- Lotim inc.;
- La Société des casinos du Québec inc.;
- Casiloc inc.;
- La Société des établissements de jeux du Québec inc.;
- La Société du jeu virtuel du Québec inc.;
- 9059-3849 Québec inc.;
- Casino Mundial inc.;
- Casino Capital-2006 inc.;
- Technologies Nter, société en commandite;
- Technologies Nter inc.

(ii) Participations dans une coentreprise

La Société en commandite Manoir Richelieu (SCMR) et son commandité, 9064-1812 Québec inc., est une coentreprise dont les activités sont contrôlées conjointement par Loto-Québec, aux termes d'un accord contractuel exigeant le consentement unanime des partenaires pour les décisions opérationnelles et financières stratégiques. La SCMR, dont l'établissement est au Québec (Canada), possède un centre de villégiature comprenant un hôtel, des restaurants, un terrain de golf, un spa et des espaces commerciaux locatifs.

La coentreprise est initialement comptabilisée au coût. Après sa comptabilisation initiale, les états financiers consolidés englobent la quote-part de Loto-Québec dans les produits et les charges ainsi que les mouvements des capitaux propres de l'entité comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, compte tenu des ajustements effectués pour harmoniser les méthodes comptables avec celles de Loto-Québec, de la date à laquelle cette dernière a commencé à exercer une influence notable ou un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer une influence notable ou un contrôle conjoint. Lorsque la quote-part de Loto-Québec dans les pertes excède sa participation dans une entité comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la valeur comptable de cette participation est ramenée à zéro et les pertes supplémentaires cessent d'être comptabilisées, sauf si Loto-Québec a une obligation ou a effectué des paiements au nom de l'entité détenue.

(iii) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes et les transactions intragroupe, ainsi que les produits et les charges qui découlent de transactions intragroupe, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

b) Monnaies étrangères

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de Loto-Québec au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés dans une monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date.

Les gains et pertes de change sont présentés au net au poste Charges générales d'exploitation, d'administration et autres à l'état consolidé du résultat global.

c) Produits

Les principales sources de produits et les méthodes comptables afférentes sont décrites ci-dessous :

(i) Produits des jeux

Loto-Québec a établi que les produits des jeux dans le cadre de ses activités ordinaires sont répartis en deux grandes catégories :

- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués sont fixes ou substantiellement fixes (ci-après « substantiellement fixes »). Les produits de ces jeux constituent, en substance, une commission et ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Le montant des produits de ces jeux correspond à la contrepartie reçue du client moins les lots payables aux clients.
- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu. Les produits de ces jeux constituent, en substance, des règlements de dérivés sur opérations de jeu et ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*. Le montant des produits de ces jeux correspond au cumul des profits et pertes nets à la suite du règlement de chaque jeu, soit à la différence entre les mises et les lots attribués.

Loteries

- Les produits des loteries pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes sont composés des loteries instantanées et de certaines loteries à tirage.

Les produits des loteries instantanées sont comptabilisés au moment de la vente aux clients par les détaillants ou en ligne, puisque ces opérations de jeu sont réglées, et l'obligation de prestation est remplie, instantanément.

Les produits des loteries à tirage pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes sont comptabilisés à la date du tirage, puisque c'est à ce moment que l'obligation de prestation est remplie. Pour les billets vendus jusqu'au 31 mars et dont les tirages sont subséquents à cette date, la portion des ventes correspondant au taux fixe théorique de lots à attribuer est comptabilisée à l'état de la situation financière à titre de passif financier pour lots à payer, et la portion résiduelle est comptabilisée à titre de produits différés.

- Les produits des loteries pour lesquelles les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu sont composés de certaines loteries à tirage et des jeux de paris sur événement.

Ces produits sont comptabilisés à la date du tirage ou au moment de l'événement puisque c'est à ce moment que les opérations de jeu sont réglées. Les billets vendus jusqu'au 31 mars et dont les tirages ou les événements sont subséquents à cette date sont comptabilisés à l'état de la situation financière à titre de dérivés sur opérations de jeu.

Casinos

- Les produits pour lesquels les taux de lots attribués sont substantiellement fixes sont composés des jeux de poker en pari mutuel. Ces produits sont comptabilisés à la date où les opérations de jeu sont réglées, puisque c'est à ce moment que l'obligation de prestation est remplie.
- Les produits provenant de l'exploitation des autres jeux en casino et en ligne sont des produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu et sont comptabilisés à la date où les opérations de jeu sont réglées. Les mises sont généralement placées et le jeu réglé le même jour.

Lorsque le programme de gratuités aux clients est applicable à une transaction, la valeur des points cumulés pour celle-ci est déduite des produits de ces jeux.

Établissements de jeux

- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués sont substantiellement fixes sont composés des jeux de bingo et de Kinzo. Les produits de ces jeux sont comptabilisés à la date du tirage puisque c'est à ce moment que l'obligation de prestation est remplie.
- Les produits des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu sont composés des produits provenant des bars et brasseries et des salons de jeux. Les produits de ces jeux sont comptabilisés à la date où les opérations de jeu sont réglées. Les mises sont généralement placées et le jeu réglé le même jour.

(ii) Produits non liés au jeu

Les produits qui ne sont pas liés au jeu, proviennent principalement des activités de restauration et d'hébergement. Ces produits sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus aux clients puisque c'est à ce moment que l'obligation de prestation est remplie.

d) Programmes de gratuités aux clients

Certains programmes mis en place par une filiale de Loto-Québec permettent, notamment, d'accumuler des points en fonction de l'activité de jeu du client. Les points sont convertibles en argent ou en biens et services, au choix du client.

Lorsque des points sont accordés aux clients, une portion du prix de transaction est allouée à ces points, d'un montant correspondant à la valeur en argent des points, et est comptabilisée au passif au poste Charges à payer et frais courus. L'utilisation des points par les clients est comptabilisée en diminution du passif. S'il n'y a aucune activité dans le compte du client pendant une période de 12 mois, le passif attribuable à ces points expirés est radié et la contrepartie est comptabilisée aux produits, à l'état consolidé du résultat global.

Ces programmes de points sont associés à des jeux pour lesquels les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu.

e) Coût des ventes**Commissions**

Loto-Québec verse des commissions basées sur un pourcentage des ventes de billets de loterie et de bingo ainsi que sur un pourcentage des produits tirés des appareils de loterie vidéo dans les bars et brasseries. Ces commissions sont comptabilisées au coût des ventes à l'état consolidé du résultat global, au moment où elles sont engagées.

f) Avantages du personnel**(i) Avantages à court terme**

Les salaires, les cotisations aux régimes de retraite gouvernementaux, les vacances, les congés de maladie ainsi que les bonis sont des avantages à court terme, et ils sont comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel les salariés ont rendu les services associés.

(ii) Régimes généraux et obligatoires

La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée aux régimes généraux et obligatoires à prestations définies, soit le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), compte tenu du fait que Loto-Québec n'est pas responsable d'obligations autres que ses cotisations à ces régimes.

Les cotisations à payer en vertu de ces régimes sont comptabilisées en résultat net pour les exercices au cours desquels les services sont rendus par les membres du personnel, au poste Avantages du personnel, à l'état consolidé du résultat global.

(iii) Régimes à prestations définies

Le terme « régime à prestations définies » désigne tout régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies.

Régimes de retraite

Le passif (l'actif) net lié aux régimes à prestations définies, comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond au déficit ou à l'excédent des régimes à prestations définies, soit la différence entre la valeur actualisée de l'OPD à la date de clôture et la juste valeur des actifs des régimes ajustée pour tenir compte de l'effet, le cas échéant, du plafond de l'actif. Le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes. Des évaluations actuarielles, aux fins comptables, sont effectuées à la clôture de chaque exercice par un actuaire. Le plafond de l'actif correspond à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles sous forme de remboursement ou de diminution des cotisations futures au régime. Un avantage économique en résulte pour Loto-Québec si cela est réalisable au cours de la durée de vie du régime ou au moment du règlement des obligations du régime.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour déterminer la valeur actualisée de l'OPD, le coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés. Cette méthode estime le montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés en contrepartie des services rendus pour l'exercice en cours et les exercices antérieurs. Le montant de ces avantages est actualisé par l'utilisation d'un taux correspondant au rendement, à la date de clôture, des obligations d'entreprises de haute qualité qui sont assorties d'une notation de crédit AA ou plus et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles de l'OPD du régime, et qui sont libellées dans la même monnaie que celle dans laquelle les avantages seront versés.

Le coût des prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les intérêts nets et les réévaluations sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies. Le coût des services passés est comptabilisé en résultat net dans l'exercice au cours duquel survient une modification du régime. Le calcul des intérêts nets se fait par la multiplication du passif net au titre des prestations définies par le taux d'actualisation. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés et les intérêts nets sont comptabilisés au poste Avantages du personnel, à l'état consolidé du résultat global. Les réévaluations, comprenant les écarts actuariels relatifs aux OPD, l'effet des modifications du plafond de l'actif (le cas échéant) et le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des produits d'intérêt), sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global consolidé au cours de l'exercice où elles surviennent et ne seront pas reclassées ultérieurement en résultat net.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont constitués, entre autres, de prolongation des protections durant les congés familiaux et d'invalidité. Le passif au titre des avantages à long terme correspond à l'OPD autre que celle des régimes de retraite.

La méthode utilisée pour déterminer la valeur actualisée de l'OPD, le coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés des autres avantages à long terme est la même que celle utilisée pour les régimes de retraite.

Le coût des services, les intérêts nets et les réévaluations du passif au titre des avantages à long terme sont comptabilisés en résultat net au poste Avantages du personnel à l'état consolidé du résultat global.

g) Taxes à la consommation

Loto-Québec effectue des remises de taxe sur les produits et services (TPS) au Gouvernement du Canada, conformément au Règlement sur les jeux de hasard (TPS/TVH), édicté en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, ainsi que des remises de taxe de vente du Québec (TVQ) au Gouvernement du Québec, conformément au Règlement sur la taxe de vente du Québec, édicté en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Les taxes nettes attribuables aux activités non liées au jeu se calculent de la même façon que pour les autres sociétés assujetties aux taxes à la consommation (TPS et TVQ). Les taxes payées sur les produits et services acquis et attribuables aux activités liées au jeu ne peuvent être recouvrées par Loto-Québec. Ces taxes sont comptabilisées comme un élément du coût auquel elles se rapportent. De plus, Loto-Québec paie des taxes additionnelles sur les produits et services acquis et attribuables aux activités liées au jeu. Ces dernières taxes sont présentées dans le coût des ventes lorsqu'elles sont directement imputables à un secteur d'activité ou distinctement à l'état consolidé du résultat global dans le cas contraire. Les taxes nettes attribuables aux activités liées au jeu représentent environ 30 % des charges taxables liées au jeu.

h) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers, comptabilisés distinctement à l'état consolidé du résultat global, comprennent les produits d'intérêt sur la trésorerie et sur les prêts à une coentreprise.

Les charges financières, comptabilisées distinctement à l'état consolidé du résultat global, comprennent, le cas échéant, les intérêts sur les emprunts bancaires et la dette à long terme. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés en résultat net par la méthode du taux d'intérêt effectif.

i) Instruments financiers

(i) Comptabilisation et évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date à laquelle Loto-Québec devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les créances clients sans composante de financement significative sont initialement évaluées au prix de transaction. Les autres actifs et passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif ou d'un passif qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement liés à son acquisition ou à son émission.

(ii) Actifs financiers – classement, évaluation ultérieure, et profits et pertes

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme ultérieurement évalué soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net en fonction à la fois : (a) du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers; (b) des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Les actifs financiers ne sont pas reclassés à la suite de leur comptabilisation initiale, sauf si Loto-Québec change de modèle économique de gestion des actifs financiers. Le cas échéant, l'ensemble des actifs financiers concerné est reclassé de manière prospective à compter de la date de reclassement.

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du résultat net :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier qui est un instrument de dette est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, comme décrit précédemment, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. C'est notamment le cas de l'ensemble des actifs financiers dérivés.

En résumé, voici les méthodes applicables pour l'évaluation ultérieure des actifs financiers et la comptabilisation des profits et pertes :

- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net :
Ces actifs sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou les dividendes perçus, sont comptabilisés au résultat net.
- Actifs financiers au coût amorti :
Ces actifs sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêt, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés, le cas échéant, au résultat net. Les profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont comptabilisés au résultat net.

Les actifs financiers non dérivés comprennent la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les prêts et avances dans une entreprise comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, qui sont tous classés dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti.

(iii) Passifs financiers – classement, évaluation ultérieure, et profits et pertes

Lors de sa comptabilisation initiale, un passif financier est classé comme ultérieurement évalué soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

Un passif financier est classé en tant que passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est détenu à des fins de transactions, s'il s'agit d'un dérivé ou s'il est désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur et les profits et pertes qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêt, sont comptabilisés au résultat net.

Les dérivés sur opérations de jeu non réglées sont évalués ultérieurement à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont comptabilisées au résultat net.

Les autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêt et les profits et pertes de change, le cas échéant, sont comptabilisés au résultat net. Tout profit ou perte lié à la décomptabilisation est enregistré au résultat net.

Les emprunts bancaires, le dividende à payer, les fournisseurs et frais courus, les lots à payer, les lots progressifs à payer, les salaires à payer, le montant à payer à la SCMR ainsi que la dette à long terme sont évalués ultérieurement au coût amorti.

(iv) Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par un actif financier arrivent à expiration, ou lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations contractuelles de Loto-Québec sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration. Un passif est également décomptabilisé lorsque ses conditions sont modifiées et que les flux de trésorerie du

passif modifié sont substantiellement différents, auquel cas un nouveau passif financier est comptabilisé à la juste valeur selon les conditions modifiées.

Lors de la décomptabilisation d'un passif financier, la différence entre la valeur comptable attribuée à la partie décomptabilisée, et la contrepartie payée, y compris, s'il y a lieu, les actifs (hors trésorerie) transférés et les passifs assumés, doit être comptabilisée au résultat net.

(v) Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés et présentés pour leur solde net dans l'état de la situation financière si et seulement si Loto-Québec dispose actuellement du droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et a l'intention soit de les régler pour un montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

(vi) Juste valeur

Loto-Québec classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux évalués au coût amorti pour lesquels la juste valeur est présentée selon une hiérarchie à trois niveaux, fondée sur le type de données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- Niveau 1 : cours (non ajusté) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (c'est-à-dire les prix) ou indirectement (c'est-à-dire les dérivés des prix);
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur les données du marché (données non observables).

La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent entre autres l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, Loto-Québec a recours à des hypothèses couvrant le montant, l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes, y compris des facteurs comme les taux d'intérêt, les différentiels de taux d'intérêt, les taux de change ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les hypothèses ou les données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables sont utilisées lorsque des données externes ne sont pas disponibles.

j) Contrats de location simple

Lorsque Loto-Québec est un locataire et que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété ne lui est pas transférée, les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la période de location. Les frais connexes sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

k) Trésorerie

La politique de Loto-Québec consiste à présenter dans la trésorerie les fonds en caisse des casinos ainsi que les soldes bancaires.

l) Stocks

Les stocks comprennent les aliments et boissons, les billets et les stocks de papeterie de loterie. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. La méthode d'établissement du coût est le coût moyen. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

m) Immobilisations corporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des moins-values nettes.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût d'un actif produit par Loto-Québec pour elle-même comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues par la direction et les coûts d'emprunt capitalisés relatifs aux actifs qualifiés.

Un logiciel acquis qui fait partie intégrante des fonctionnalités du matériel auquel il est associé est comptabilisé comme une composante de ce matériel.

Lorsque des parties significatives des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant que parties distinctes (principales composantes) de l'immobilisation corporelle.

Les profits et pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par comparaison du produit de cession à la valeur comptable nette de l'immobilisation et sont comptabilisés au poste Charges générales d'exploitation, d'administration et autres.

(ii) Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une composante d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il peut être évalué de façon fiable et s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à Loto-Québec. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés au poste Charges générales d'exploitation, d'administration et autres au moment où ils sont encourus.

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé à partir de la date où les immobilisations corporelles sont prêtes à être mises en service pour chaque composante principale d'une immobilisation corporelle selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque composante principale d'une immobilisation corporelle, étant donné que ce mode représente le rythme estimé de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif.

Les taux suivants représentent les durées d'utilité estimées :

Immeubles	de 1,67 % à 6,67 %
Aménagement des stationnements	de 3,33 % et 5 %
Aménagement des stationnements loués	de 2,86 % à 33,33 %
Aménagement intérieur	de 2 % à 10 %
Aménagement extérieur	de 3,33 % à 6,67 %
Améliorations locatives	de 3,7 % à 10 %
Équipement et autres	de 6,67 % à 33,33 %

Loto-Québec revoit les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles de ses immobilisations corporelles à la clôture de chaque exercice, et les ajuste si nécessaire. Les incertitudes concernant ces estimations sont liées à l'obsolescence technique, qui pourrait modifier les durées d'utilité.

Les immobilisations corporelles en cours, les terrains ainsi que les œuvres d'art ne sont pas amortis.

L'amortissement est comptabilisé au poste Dotation aux amortissements, à l'état consolidé du résultat global.

n) Immobilisations incorporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels et de licences, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements.

La direction doit porter un jugement pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement des logiciels.

Les coûts directement attribuables à la phase de développement d'un projet sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles, à la condition qu'ils remplissent les critères suivants :

- Les dépenses de développement peuvent être évaluées de façon fiable;
- Le projet est réalisable techniquement et commercialement;
- Loto-Québec a l'intention d'achever le projet et dispose de suffisamment de ressources pour y arriver;
- Loto-Québec a la capacité de mettre en service le logiciel;
- Le logiciel générera des avantages économiques futurs probables.

Loto-Québec veille également à ce que les exigences permettant la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un logiciel est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.

Les dépenses de recherche et de développement ne remplissant pas ces critères de capitalisation sont comptabilisées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles générées à l'interne comprennent les coûts de développement des logiciels développés ou modifiés à l'interne, c'est-à-dire le coût des matériaux, de la main-d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues par la direction et les coûts d'emprunt capitalisés relatifs aux actifs qualifiés.

Le coût des immobilisations incorporelles acquises comprend les coûts directement liés à l'acquisition des licences et des logiciels ainsi que ceux liés à leur installation.

(ii) Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une composante d'une immobilisation incorporelle acquise est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il peut être évalué de façon fiable et s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à Loto-Québec. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Toutes les autres charges sont comptabilisées en résultat net à mesure qu'elles sont encourues.

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé à partir de la date où les immobilisations incorporelles sont prêtes à être mises en service et selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles, étant donné que ce mode représente le rythme estimé de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif.

Les taux suivants représentent les durées d'utilité estimées :

Licences acquises	sur la durée du contrat
Logiciels acquis	de 6,67 % à 20 %
Logiciels générés à l'interne	de 6,67 % à 20 %

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à la clôture de chaque exercice et ajustés si nécessaire.

Les projets informatiques en développement ne sont pas amortis.

L'amortissement est comptabilisé au poste Dotation aux amortissements, à l'état consolidé du résultat global.

o) Dépréciation

(i) Actifs financiers

Des corrections de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues sont comptabilisées sur les actifs financiers évalués au coût amorti, le cas échéant.

Les corrections de valeur pour pertes attendues sont évaluées sur l'une des deux bases suivantes :

- Les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir, qui correspondent aux cas de défaillance possibles au cours des douze mois suivant la date de clôture; ou
- Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, qui correspondent à tous les cas de défaillance possibles au cours de la durée de vie prévue des instruments financiers.

Loto-Québec évalue les corrections de valeur pour pertes à hauteur des pertes de crédit attendues pour la durée de vie des actifs et instruments concernés, sauf pour les éléments suivants, mesurés aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir :

- Les instruments de dettes, dont il est déterminé qu'ils présentent un faible risque de crédit à la date de clôture; et
- Les autres instruments de dettes et de trésorerie dont le risque de crédit (c'est-à-dire le risque de défaillance au cours de la durée de vie prévue des instruments financiers) n'a pas augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale.

Loto-Québec a fait le choix d'évaluer les corrections de valeur pour pertes au titre des créances clients à hauteur des pertes de crédit attendues pour la durée de vie de ces actifs.

Lorsque Loto-Québec détermine si le risque de crédit que comporte un actif financier a augmenté de façon importante depuis sa comptabilisation initiale, elle tient compte des informations raisonnables et justifiables pouvant être obtenues sans devoir engager des coûts ni des efforts déraisonnables. Il s'agit notamment d'informations quantitatives et qualitatives et d'analyses, basées sur l'expérience historique de Loto-Québec, d'une analyse avisée du crédit, ainsi que des informations prospectives.

Loto-Québec suppose que le risque de crédit associé à un actif financier a augmenté de façon significative si les paiements sont en souffrance depuis plus de 30 jours.

Loto-Québec considère qu'un actif financier est défaillant lorsque :

- Il est peu probable que l'emprunteur paie la totalité de ses obligations liées au crédit envers Loto-Québec sans avoir recours à des actions telles que la réalisation de garanties, le cas échéant;
- L'actif financier est échu depuis plus de 90 jours.

Loto-Québec considère qu'un instrument de dette présente un faible risque lorsque sa notation de crédit est équivalente à celle qui résulterait d'une classification dite de « catégorie d'investissement » par une agence de notation, c'est-à-dire, lorsque sa note de crédit est supérieure ou égale à Baa3 (selon l'agence de notation Moody's) ou à BBB- (selon l'agence de notation Standard & Poor's).

La période maximale à prendre en considération pour évaluer les pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale pendant laquelle l'entité est exposée au risque de crédit.

À chaque date de clôture, Loto-Québec évalue si les actifs financiers comptabilisés au coût amorti et les instruments de dettes à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont susceptibles d'être dépréciés. Un actif financier est ainsi déprécié en raison d'un ou de plusieurs événements intervenus qui ont un effet négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif.

Évaluation des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont une estimation objective fondée sur des pondérations probabilistes, qui est déterminée par l'évaluation d'un intervalle de résultats possibles. Les pertes de crédit attendues sont évaluées selon la valeur actualisée de toutes les insuffisances de flux de trésorerie (c'est-à-dire la différence entre les flux de trésorerie qui sont dus à une entité aux termes d'un contrat et les flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir) sur la durée de vie attendue d'un instrument financier. Les pertes de crédit attendues sont actualisées au taux d'intérêt effectif de l'actif financier.

Présentation des pertes de crédit attendues

À l'état consolidé de la situation financière, les corrections de valeur pour pertes liées aux actifs financiers évalués au coût amorti sont déduites de la valeur comptable brute de ces actifs.

Les pertes de valeur comptabilisées sont présentées à l'état consolidé du résultat global au poste Charges générales d'exploitation, d'administration et autres.

Décomptabilisation

La valeur comptable brute d'un actif financier est décomptabilisée lorsque Loto-Québec n'a plus d'attente raisonnable de recouvrement à l'égard de la totalité ou d'une partie de cet actif financier. Cette appréciation est effectuée instrument par instrument.

(ii) **Actifs non financiers**

La valeur comptable des actifs non financiers est revue à la date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications d'une dépréciation. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Qu'il y ait un indice de dépréciation ou non, un test de dépréciation est réalisé au même moment chaque année sur les immobilisations incorporelles qui n'ont pas encore été mises en service.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par l'application d'un taux qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'UGT).

Une moins-value est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée.

Tous les actifs non financiers sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une moins-value comptabilisée antérieurement peut ne plus exister. Une moins-value peut être reprise si la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT excède sa valeur comptable.

5 | PRODUITS

Les produits de Loto-Québec sont ventilés en fonction des secteurs d'activité et des principales catégories de produits :

2019					
Secteurs d'activité	Loteries	Casinos	Établissements de jeux	Élimination des transactions intragroupe	Total
Produits des jeux¹					
Loteries à tirage	730 990	—	—	—	730 990
Loteries instantanées	170 594	—	—	—	170 594
Paris sur événement	25 550	—	—	—	25 550
Jeux en casinos	—	732 348	—	—	732 348
Jeux en ligne	28 603	76 759	—	—	105 362
Bars et brasseries	—	—	895 136	—	895 136
Salons de jeux	—	—	65 236	—	65 236
Bingos	—	—	12 637	—	12 637
Kinzo	—	—	6 479	—	6 479
Total des produits des jeux	955 737	809 107	979 488	—	2 744 332¹
Produits non liés au jeu²					
Restauration	—	88 555	—	(26 031)	62 524
Hébergement	—	20 231	—	—	20 231
Total des produits non liés au jeu	—	108 786	—	(26 031)	82 755²
	955 737	917 893	979 488	(26 031)	2 827 087
Produits des jeux					
Produits des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes					637 762
Produits des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu					2 106 570
					2 744 332¹
2018					
Secteurs d'activité	Loteries	Casinos	Établissements de jeux	Élimination des transactions intragroupe	Total
Produits des jeux¹					
Loteries à tirage	679 714	—	—	—	679 714
Loteries instantanées	153 496	—	—	—	153 496
Paris sur événement	24 600	—	—	—	24 600
Jeux en casinos	—	738 570	—	—	738 570
Jeux en ligne	21 243	64 308	—	—	85 551
Bars et brasseries	—	—	901 796	—	901 796
Salons de jeux	—	—	61 323	—	61 323
Bingos	—	—	11 885	—	11 885
Kinzo	—	—	6 577	—	6 577
Total des produits des jeux	879 053	802 878	981 581	—	2 663 512¹
Produits non liés au jeu²					
Restauration	—	84 154	—	(25 414)	58 740
Hébergement	—	19 915	—	—	19 915
Total des produits non liés au jeu	—	104 069	—	(25 414)	78 655²
	879 053	906 947	981 581	(25 414)	2 742 167
Produits des jeux					
Produits des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes					567 852
Produits des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu					2 095 660
					2 663 512¹

¹ Les produits des jeux provenant des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirées de contrats avec des clients*, tel qu'expliqué à la note 4 c. Les produits des jeux provenant des opérations de jeu pour lesquelles les taux de lots attribués dépendent de l'issue de chaque jeu entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*, tel qu'expliqué à la note 4 c.

² Ces produits entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirées de contrats avec des clients*.

6 | COÛT DES VENTES

Le coût des produits lié aux opérations de jeu est composé de :

	2019	2018
Loteries		
Commissions	146 980	138 784
Redevances	934	860
Impression	29 374	22 862
TPS	8 727	7 435
TVQ	17 410	14 833
	203 425	184 774
Casinos		
Redevances	29 345	15 975
Aliments et boissons	28 231	27 627
TPS	1 188	609
TVQ	2 371	1 215
	61 135	45 426
Établissements de jeux		
Commissions	202 791	203 939
Redevances	1 227	192
Impression	1 292	1 354
TPS	10 247	10 261
TVQ	20 443	20 471
	236 000	236 217
Total		
Commissions	349 771	342 723
Redevances	31 506	17 027
Impression	30 666	24 216
Aliments et boissons	28 231	27 627
TPS	20 162	18 305
TVQ	40 224	36 519
	500 560	466 417

7 | AVANTAGES DU PERSONNEL

	2019	2018
Avantages du personnel à court terme	407 248	398 552
Avantages postérieurs à l'emploi	40 883	37 979
Autres avantages à long terme	241	(437)
	448 372	436 094

8 | PAIEMENTS SPÉCIAUX

	2019	2018
Versement au Gouvernement du Canada	17 360	17 090
Versements aux organismes sans but lucratif (OSBL)	4 400	3 847
	21 760	20 937

Versement au Gouvernement du Canada

À la suite d'une entente intervenue entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral concernant le retrait du gouvernement fédéral du domaine des loteries, les provinces remettent annuellement au gouvernement fédéral la somme de 24 000 \$ en dollars de 1979 ce qui représente 75 784 \$ en dollars d'aujourd'hui pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (2018 : 74 120 \$).

La quote-part du Gouvernement du Québec est payable par Loto-Québec selon la convention intervenue entre les provinces et les sociétés de loterie régionales.

Versements aux OSBL

À titre de mandataire de Loto-Québec, la Société des établissements de jeux du Québec inc. accorde, à certains organismes de charité ou organismes religieux titulaires d'une licence de bingo, un montant équivalant à différents pourcentages des produits moins la valeur des lots versés aux gagnants dépendamment des produits du bingo.

9 | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	2019	2018
Produits d'intérêt	2 704	1 665
Total des produits financiers	2 704	1 665
Charges d'intérêt sur emprunts bancaires ¹	2 846	2 587
Charges d'intérêt sur dette à long terme	5 874	7 020
Total des charges financières	8 720	9 607
Charges financières nettes	6 016	7 942

¹ Les charges d'intérêt incluent 1 770 \$ (2018 : 1 303 \$) liés à des emprunts bancaires auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

10 | CONTRIBUTIONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2019	2018
Ministère de la Santé et des Services sociaux	22 000	22 000
Ministère de la Sécurité publique	3 000	3 000
	25 000	25 000

Les engagements afférents à ces contributions sont détaillés à la note 21.

11 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	2019	2018
Détaillants ¹	58 890	70 157
Société de la Loterie Interprovinciale	3 424	26 676
Autres	12 003	12 388
	74 317	109 221

Les soldes à recevoir des détaillants et de la Société de la Loterie Interprovinciale comprennent des créances découlant des contrats conclus avec des clients relativement à des produits comptabilisés sous les normes IFRS 15 et IFRS 9.

¹ Selon la Convention de détaillant, Loto-Québec a un droit juridiquement exécutoire de compenser les créances clients du détaillant et les charges à payer à ce dernier, et a l'intention de régler les montants nets. Au 31 mars 2019, les montants bruts des créances clients et des charges à payer compensés sont respectivement de 71 984 \$ (2018 : 89 923 \$) et de 13 094 \$ (2018 : 19 766 \$), représentant les montants nets du règlement de 58 890 \$ (2018 : 70 157 \$).

12 STOCKS

	2019	2018
Aliments et boissons	3 936	3 846
Billets de loterie et stock de papeterie	877	6 451
	4 813	10 297

Pour l'exercice, le coût des stocks comptabilisé en charges est de 57 605 \$ (2018 : 50 489 \$).

13 PARTICIPATIONS DANS UNE ENTREPRISE COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE, PRÊTS ET AVANCE

	2019	2018
Participations	27 774	26 120
Prêts et avance ¹	12 308	8 808
	40 082	34 928

¹ Une portion de l'avance (5 000 \$) est présentée dans les actifs courants, à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019.

PARTICIPATIONS

Participations et quote-part dans une entreprise comptabilisées, selon la méthode de la mise en équivalence et versements aux partenaires

	2019	2018
	SCMR	SCMR
Titres de participation		
Avec droit de vote	Parts A : 50 %	Parts A : 50 %
Avec droit de participation	Parts A : 50 %	Parts A : 50 %
	Parts B : 33 %	Parts B : 33 %
Valeur comptable des participations	27 774	26 120
Quote-part de Loto-Québec par sa détention de parts A et B	(456)	(1 066)
Versements aux partenaires détenteurs des parts C	(3 780)	(3 724)
Contribution nette		
Quote-part du résultat net dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et versements aux partenaires	(4 236)	(4 790)

SCMR

En vertu de l'entente de garantie entre Loto-Québec et la SCMR, et selon les modalités de distribution prévues à l'entente de partenariat, selon laquelle les parts A, B et C de la SCMR sont participantes aux résultats de différents types d'opérations de la SCMR, la contribution nette représente la portion des résultats nets générés par les opérations du Casino de Charlevoix à remettre à la SCMR pour les partenaires, détenteurs des parts C, ainsi que la quote-part de Loto-Québec, détentrice des parts A et B, dans les résultats nets générés par le Manoir Richelieu.

Informations financières résumées sans prise en compte du taux de participation détenu par Loto-Québec

	2019	2018
	SCMR	SCMR
Total des actifs courants	13 705	9 013
Total des actifs non courants	89 019	89 691
Total des actifs	102 724	98 704
Total des passifs courants	10 798	5 219
Total des passifs non courants	6 387	11 452
Total des passifs	17 185	16 671
Produits	35 220	29 858
Résultats net et global - perte générée par le Manoir Richelieu	(1 021)	(3 747)
Versements aux partenaires détenteurs des parts C	3 186	2 879
Résultat net et résultat global - perte	2 165	(868)

La fin d'exercice de la SCMR est le 31 décembre. Cependant, Loto-Québec considère les résultats de cette société pour la période du 1^{er} avril au 31 mars aux fins de la comptabilisation de sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. Les informations financières résumées dans le tableau précédent sont celles du 31 décembre.

PRÊTS ET AVANCE

	2019	2018
SCMR		
Prêt, taux fixe de 5 %, intérêts encaissables annuellement, sans modalité d'encaissement	2 508	2 508
Prêt, taux variable de 2,36 % au 31 mars (2018 : 1,93 %), intérêts encaissables annuellement, encaissable le 5 mai 2021	1 300	1 300
Prêt, taux variable au 31 mars de 3,30 %, intérêts encaissables annuellement, encaissable le 9 janvier 2024	3 500	—
Avance, sans intérêt, encaissable le 13 avril 2019 ¹	5 000	5 000
	12 308	8 808

¹ Cette avance est présentée dans les actifs courants, à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019.

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Aménagement				Améliorations locatives	Équipement et autres	Œuvres d'art	En cours de construction¹	Total
	Terrains	Immeubles	Stationnements	Intérieur et extérieur					
Coût									
Solde au 1 ^{er} avril 2017	44 133	432 338	121 389	509 054	85 744	627 822	7 875	15 274	1 843 629
Entrées	–	235	1 575	7 732	833	32 604	–	1 663	44 642
Transferts <i>En cours</i> mis en service	–	–	346	7 657	656	6 525	–	(15 184)	–
Sorties	–	–	(1 047)	(2 032)	(344)	(44 963)	–	–	(48 386)
Solde au 31 mars 2018	44 133	432 573	122 263	522 411	86 889	621 988	7 875	1 753	1 839 885
Entrées	–	4 320	353	1 569	1 143	34 183	–	12 434	54 002
Transferts <i>En cours</i> mis en service	–	95	17	40	760	–	–	(912)	–
Sorties	–	(1 623)	–	–	(1 345)	(39 409)	–	–	(42 377)
Solde au 31 mars 2019	44 133	435 365	122 633	524 020	87 447	616 762	7 875	13 275	1 851 510
Amortissement cumulé									
Solde au 1 ^{er} avril 2017	–	197 286	91 465	260 162	60 417	409 681	–	–	1 019 011
Dotation aux amortissements pour l'exercice	–	13 459	4 596	29 766	4 211	57 109	–	–	109 141
Sorties	–	–	(932)	(776)	(344)	(43 074)	–	–	(45 126)
Solde au 31 mars 2018	–	210 745	95 129	289 152	64 284	423 716	–	–	1 083 026
Dotation aux amortissements pour l'exercice²	–	12 280	4 624	25 382	4 384	55 198	–	–	101 868
Sorties	–	(1 234)	–	–	(1 216)	(39 307)	–	–	(41 757)
Solde au 31 mars 2019	–	221 791	99 753	314 534	67 452	439 607	–	–	1 143 137
Valeurs comptables nettes									
Au 31 mars 2018	44 133	221 828	27 134	233 259	22 605	198 272	7 875	1 753	756 859
Au 31 mars 2019	44 133	213 574	22 880	209 486	19 995	177 155	7 875	13 275	708 373

¹ La répartition par catégorie des immobilisations corporelles en cours de construction représente :

	2019	2018
Immeubles	1 337	246
Aménagement – stationnements	1 862	144
Aménagement – intérieur et extérieur	4 200	502
Améliorations locatives	5 876	848
Équipement et autres	–	13
	13 275	1 753

² Pour l'exercice en cours, à la suite d'un surcroît d'expérience acquis sur certaines composantes principales d'immobilisations, Loto-Québec a prolongé la durée d'utilité de ces composantes. L'incidence de cette révision de la durée d'utilité s'est traduite par une diminution non significative de la charge d'amortissement de l'exercice en cours et réduira la charge d'amortissement annuelle d'environ 22 000 \$ pour les exercices financiers clos le 31 mars 2020 et suivants.

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Acquises	Générées à l'interne		
	Logiciels et licences	Logiciels	Projets informatiques en développement	Total
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2017	55 524	220 835	5 936	282 295
Entrées	1 444	3 288	5 423	10 155
Transferts projets informatiques mis en service	463	4 605	(5 068)	–
Sorties	(178)	(2 069)	–	(2 247)
Solde au 31 mars 2018	57 253	226 659	6 291	290 203
Entrées	2 850	2 126	11 190	16 166
Transferts projets informatiques mis en service	106	901	(1 007)	–
Sorties	–	(437)	–	(437)
Solde au 31 mars 2019	60 209	229 249	16 474	305 932
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2017	51 122	167 983	–	219 105
Dotation aux amortissements pour l'exercice	1 500	15 923	–	17 423
Sorties	(117)	(873)	–	(990)
Solde au 31 mars 2018	52 505	183 033	–	235 538
Dotation aux amortissements pour l'exercice	1 901	16 149	–	18 050
Sorties	–	–	–	–
Solde au 31 mars 2019	54 406	199 182	–	253 588
Valeurs comptables nettes				
Au 31 mars 2018	4 748	43 626	6 291	54 665
Au 31 mars 2019	5 803	30 067	16 474	52 344

16 EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires à terme de moins d'un an s'élèvent à 296 735 \$ (2018 : 289 294 \$), dont 133 800 \$ (2018 : 284 300 \$) auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires, exclu du périmètre comptable du Gouvernement du Québec. Ces emprunts portent intérêt à des taux fixes, soit de 1,92 % à 3,05 % (2018 : de 1,35 % à 1,68 %).

17 CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2019	2018
Fournisseurs et frais courus ¹	67 837	82 557
Lots à payer ²	62 868	57 841
Lots progressifs à payer ³	28 701	24 156
Salaires à payer	92 320	81 904
Avantages sociaux à payer	7 568	8 361
SCMR	2 340	1 236
TPS	3 988	4 519
TVQ	8 203	9 301
	273 825	269 875

¹ Le poste Fournisseurs et frais courus inclut des intérêts courus de 1 257 \$ (2018 : 1 829 \$) auprès du Fonds de financement du Gouvernement du Québec et de 40 \$ (2018 : 34 \$) auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

² Le poste Lots à payer est constitué de lots à payer aux gagnants et de lots à attribuer sur les billets de loterie à tirage et instantanée pour lesquelles les taux de lots attribués sont substantiellement fixes, déterminés selon un taux théorique appliqué au montant des ventes moins les lots déboursés. Un an après la date du tirage ou celle du retrait des billets, le passif relatif aux lots non réclamés expire et est utilisé pour l'attribution de lots bonis.

³ Le poste Lots progressifs à payer découle principalement des lots progressifs des machines à sous des casinos. Ce passif croît en fonction de l'activité de jeu des clients.

18 DETTE À LONG TERME

	2019	2018
Emprunts auprès du Fonds de financement du Gouvernement du Québec, intérêts payables semestriellement, remboursables aux échéances et aux taux suivants :		
1 ^{er} décembre 2018, taux fixe de 1,608 %	–	50 000
19 décembre 2018, taux fixe de 2,171 %	–	50 000
1 ^{er} décembre 2020, taux fixe de 4,102 %	43 375	43 375
1 ^{er} septembre 2023, taux fixe de 3,133 %	25 000	25 000
1 ^{er} décembre 2033, taux fixe de 3,720 %	25 000	25 000
1 ^{er} décembre 2043, taux fixe de 3,753 %	25 000	25 000
	118 375	218 375
Coûts de transaction	(416)	(543)
	117 959	217 832
Moins portion courante	–	(100 000)
	117 959	117 832

19 PASSIF NET AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES ET AUTRES AVANTAGES À LONG TERME**a) Régimes généraux et obligatoires**

Les membres du personnel de Loto-Québec, de la Société des établissements de jeux du Québec inc. et de Technologies Nter, société en commandite participant au RREGOP ou au RRPE. Ces régimes sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2019, le taux de cotisation des employés et de l'employeur pour le RREGOP est passé à 10,88 % (2018 : 10,97 %) de la masse salariale admissible et celui pour le RRPE est de 12,82 % (2018 : 12,82 %). Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2019 (2,97 % au 1^{er} janvier 2018) de la masse salariale admissible, qui doit être versé par l'employeur, pour les participants au RRPE et au Régime de retraite de l'administration supérieure et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi, Loto-Québec verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2019 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (5,94 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2018).

Les cotisations imputées aux résultats consolidés de l'exercice pour ces régimes généraux et obligatoires s'élèvent à 8 799 \$ (2018 : 9 869 \$). Les obligations de Loto-Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

b) Régimes à prestations définies**(i) Caractéristiques des régimes de retraite**

La Société des casinos du Québec inc. a deux régimes de retraite à prestations définies, soit le Régime de retraite des employés de la Société des casinos du Québec inc. (Régime des employés) et le Régime de retraite du personnel cadre et professionnel de la Société des casinos du Québec inc. (Régime du personnel cadre et professionnel). La participation à ces régimes est obligatoire pour tous les employés de la Société des casinos du Québec inc. lorsque les critères d'admissibilité sont satisfaits. Ces régimes assureront des prestations de retraite établies en fonction des gains admissibles annuels indexés (indexation annuelle maximale de 2 %) pour le Régime des employés, et en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen des trois meilleures années consécutives pour le Régime du personnel cadre et professionnel. Les prestations versées aux retraités seront majorées chaque année de 50 % de la hausse de l'indice des prix à la consommation (indexation annuelle maximale de 2 %). La cotisation de l'exercice de la Société des casinos du Québec inc. sera égale à celle des employés sauf si l'actuaire juge qu'elle devrait être plus élevée pour financer les prestations définies et amortir tout déficit du régime. Tout excédent d'actif sera utilisé pour rembourser la Société des casinos du Québec inc., sous forme de congé de cotisations d'exercice jusqu'à concurrence du solde des cotisations d'équilibre. Un montant équivalant à 20 % de tout solde d'excédent d'actif sera utilisé pour réduire à parts égales les cotisations des employés et de la Société des casinos du Québec inc.

Loto-Québec offre à la haute direction le Régime de retraite supplémentaire pour les cadres dirigeants de Loto-Québec (Régime supplémentaire) pour verser des prestations viagères en excédent des limites prévues à la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les actifs des régimes sont gérés par des caisses de retraite distinctes de Loto-Québec sur le plan juridique. Les comités de retraite des caisses de retraite doivent, conformément à leurs statuts, agir dans le meilleur intérêt des participants et sont responsables d'établir les politiques de placement. Les politiques de placement établissent notamment un portefeuille de référence indiquant l'allocation cible de l'actif des régimes entre les diverses catégories de placement ainsi que des bornes minimales et maximales. De son côté, le gestionnaire a la mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les comités de retraite en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leurs politiques de placement.

Des évaluations actuarielles aux fins de capitalisation sont effectuées afin de respecter les lois sur les régimes de retraite. Les plus récentes évaluations pour le Régime des employés et le Régime du personnel cadre et professionnel ont été effectuées en date du 31 décembre 2018. Les prochaines évaluations seront effectuées au plus tard en date du 31 décembre 2021. La plus récente évaluation pour le Régime supplémentaire a été effectuée en date du 31 mars 2018, et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 mars 2019.

(ii) Risques relatifs aux régimes de retraite

Les régimes exposent Loto-Québec à des risques actuariels comme le risque lié au taux d'intérêt, le risque lié à l'investissement, le risque lié à la longévité, le risque lié à l'âge moyen au début de la retraite, le risque lié au taux d'inflation et le risque lié au taux de croissance de la rémunération.

Risque lié au taux d'intérêt

Une diminution du rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter les OPD des régimes de retraite, bien que, selon les attentes, cela soit contrebalancé en grande partie par une augmentation de la juste valeur du portefeuille obligataire des régimes.

Risque lié à l'investissement

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction d'un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations d'entreprises de haute qualité; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, une perte sera générée.

Les actifs des régimes au 31 mars 2019 se composent essentiellement d'actions canadiennes et mondiales, d'obligations et de fonds immobiliers. La juste valeur des actifs des régimes est exposée à leur marché respectif et au rendement sur les placements réalisés par les gestionnaires retenus.

Risque lié à la longévité

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction de la meilleure estimation des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Loto-Québec est tenue de fournir des avantages pour la vie aux membres des régimes. L'augmentation de l'espérance de vie des membres fera augmenter l'OPD.

Risque lié à l'âge moyen au début de la retraite

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction de l'âge anticipé des participants aux régimes au début de la retraite. Ainsi, une réduction de l'âge moyen des participants aux régimes au début de la retraite aura pour effet de faire augmenter l'OPD.

Risque lié au taux d'inflation

Un pourcentage considérable de l'OPD est lié à l'inflation. Une hausse du taux d'inflation fera augmenter l'OPD. Une partie des actifs des régimes est constituée de titres d'emprunts liés à l'inflation, qui atténuent certaines répercussions de l'inflation.

Risque lié au taux de croissance de la rémunération

La valeur actualisée de l'OPD est calculée en fonction des augmentations de salaire futures des participants aux régimes. Ainsi, toute majoration du taux de croissance de la rémunération des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'OPD.

(iii) Explications des montants comptabilisés dans les états financiers

Les montants suivants comprennent l'OPD des régimes de retraite et des autres avantages à long terme, de même que la juste valeur des actifs des régimes de retraite à la clôture de l'exercice :

	2019	2018
Valeur actualisée des OPD non capitalisées	11 309	11 068
Valeur actualisée des OPD capitalisées	767 653	680 683
Total de la valeur actualisée des OPD	778 962	691 751
Juste valeur des actifs des régimes	733 390	672 748
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme	45 572	19 003

Les variations de la valeur actualisée de l'OPD ainsi que de la juste valeur des actifs se présentent comme suit :

			2019	2018
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Total	Total
OPD				
Solde au début	680 683	11 068	691 751	593 681
Coût des services rendus de l'exercice	29 664	–	29 664	26 313
Intérêts débiteurs	25 973	–	25 973	23 890
Cotisations des employés	17 576	–	17 576	17 060
Prestations versées	(12 889)	–	(12 889)	(10 054)
Écarts actuariels	26 646	241	26 887	40 861
Solde à la fin	767 653	11 309	778 962	691 751
Juste valeur de l'actif des régimes				
Solde au début	672 747	–	672 747	593 523
Revenus d'intérêt	24 604	–	24 604	23 293
Rendement des actifs à l'exclusion des produits d'intérêt	15 960	–	15 960	33 002
Cotisations de l'employeur	16 442	–	16 442	17 124
Cotisations des employés	17 576	–	17 576	17 060
Prestations versées	(12 889)	–	(12 889)	(10 054)
Frais d'administration des régimes	(1 050)	–	(1 050)	(1 200)
Solde à la fin	733 390	–	733 390	672 748
Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme			45 572	19 003

La répartition de la juste valeur des actifs des régimes de retraite détenus au 31 mars se présente comme suit :

	2019		2018	
	Répartition %	Juste valeur \$	Répartition %	Juste valeur \$
Encaisse	1,2	8 801	1,2	7 808
Obligations	49,5	363 028	49,4	332 035
Actions canadiennes	11,2	82 140	11,2	75 450
Actions mondiales	29,5	216 350	29,9	201 181
Fonds immobiliers	8,1	59 405	7,9	53 384
Infrastructures	0,2	1 467	–	–
Placements privés	0,3	2 200	0,4	2 890
	100,0	733 390	100,0	672 748

La juste valeur de tous les placements provient de données qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour la totalité de la durée de vie des actifs.

Les charges au titre des prestations définies, imputées au poste Avantages du personnel, à l'état consolidé du résultat global, se détaillent comme suit :

			2019	2018
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Total	Total
Coût des services	29 664	–	29 664	26 313
Charge d'intérêt nette	1 369	–	1 369	598
Frais d'administration des régimes	1 050	–	1 050	1 200
Écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme	–	241	241	(437)
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	32 083	241	32 324	27 674

Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global consolidé au titre des régimes à prestations définies se détaillent comme suit :

	2019	2018
Écarts actuariels découlant des modifications des hypothèses démographiques	339	–
Écarts actuariels découlant des modifications des hypothèses financières	(21 166)	(27 567)
Écarts actuariels découlant de l'expérience des régimes	(5 819)	(13 731)
Rendement des actifs à l'exclusion des produits d'intérêt	15 960	33 002
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	(10 686)	(8 296)

Les moyennes pondérées des principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme
OPD au 31 mars				
Taux d'actualisation	3,35 %	3,15 %	3,60 %	3,40 %
Taux d'inflation	1,45 %	1,45 %	1,70 %	1,70 %
Taux de croissance de la rémunération	2,45 %	2,45 %	2,70 %	2,70 %

Pour l'OPD au 31 mars 2019 et au 31 mars 2018, les hypothèses de mortalité sont basées sur la table CPM2014, secteur public, et de la courbe de projection CPM-B. Ces taux correspondent à 120 % pour les hommes du Régime des employés, à 100 % pour les femmes du Régime des employés, à 100 % pour les hommes du Régime du personnel cadre et professionnel et du Régime supplémentaire, et à 95 % pour les femmes du Régime du personnel cadre et professionnel et du Régime supplémentaire.

La durée de vie moyenne à l'âge de 65 ans au 31 mars 2019 est de :

	2019		2018	
	Femme	Homme	Femme	Homme
Régime des employés	24,8 ans	21,6 ans	24,7 ans	21,6 ans
Régime du personnel cadre et professionnel et Régime supplémentaire	25,2 ans	22,9 ans	25,1 ans	22,9 ans

(iv) Montant, échéancier et degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs

Le poste Passif net au titre des prestations définies et autres avantages à long terme est sujet à des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation, du taux d'inflation, du taux de croissance de la rémunération et des taux de mortalité, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des OPD de Loto-Québec.

Les hypothèses actuarielles importantes pour la détermination de l'OPD des régimes de retraite sont les taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. Le calcul de l'OPD est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur l'OPD des régimes de retraite au 31 mars 2019 :

	2019		2018	
Taux d'actualisation	Augmentation à 4,35 %	Diminution à 2,15 %	Augmentation à 4,60 %	Diminution à 2,40 %
(Diminution) augmentation de l'OPD	(115 437)	135 771	(102 642)	120 753
Taux d'inflation	Augmentation à 2,45 %	Diminution à 0,45 %	Augmentation à 2,70 %	Diminution à 0,70 %
Augmentation (diminution) de l'OPD	36 089	(62 771)	28 541	(50 862)
Taux de croissance de la rémunération	Augmentation à 3,45 %	Diminution à 1,45 %	Augmentation à 3,70 %	Diminution à 1,70 %
Augmentation (diminution) de l'OPD	7 258	(6 993)	6 082	(5 830)
Taux de mortalité	Augmentation à 110 % des taux	Diminution à 90 % des taux	Augmentation à 110 % des taux	Diminution à 90 % des taux
(Diminution) augmentation de l'OPD	(9 043)	9 825	(8 017)	8 708

La valeur actualisée de l'OPD est calculée, dans les analyses de sensibilité, selon la même méthode que celle de l'OPD comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière, soit la méthode des unités de crédit projetées. Les analyses de sensibilité sont fondées sur la modification d'une seule hypothèse. L'analyse peut ne pas être représentative de la modification actuelle de l'OPD, puisqu'il est peu probable que la modification liée aux hypothèses survienne de façon isolée, car certaines des hypothèses peuvent être corrélées.

Le Régime des employés et le Régime du personnel cadre et professionnel sont capitalisés en accord avec la législation applicable, et leurs actifs sont détenus par une société de fiducie indépendante. Le Régime supplémentaire est capitalisé en vertu des règles de ce régime. Les cotisations minimales versées aux régimes sont fondées sur la dernière évaluation actuarielle de chacun des régimes.

Selon les résultats de la dernière évaluation actuarielle de chacun de ces régimes de retraite, Loto-Québec s'attend à verser des cotisations de 18 644 \$ au cours du prochain exercice.

La durée moyenne pondérée de l'OPD des régimes de retraite au 31 mars 2019 est de 15,01 années (2018 : 15,18 années).

20 | GESTION DU CAPITAL

Le capital de Loto-Québec comprend les emprunts bancaires, la dette à long terme, le capital-actions et les résultats non distribués.

La structure du capital, telle qu'elle est définie par Loto-Québec, s'établit comme suit :

	2019	2018
Emprunts bancaires	296 735	289 294
Dette à long terme	117 959	217 832
Capital-actions	170	170
Résultats non distribués	86 300	86 300
	501 164	593 596

Loto-Québec gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire et à assurer la protection de ses fonds en tout temps. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Loto-Québec assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende au ministre des Finances du Québec, son actionnaire, sous forme d'avances périodiques. Le dividende déclaré est déduit des capitaux propres de l'exercice et correspond au résultat net de l'exercice, duquel sont déduites les contributions au Gouvernement du Québec. En raison de ce mode de distribution, Loto-Québec doit recourir à des sources de financement externes.

Depuis le 1^{er} avril 2018, Loto-Québec est autorisée par le Gouvernement du Québec à emprunter à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 450 000 \$ pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, de 415 000 \$ pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 et de 300 000 \$ pour la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, auprès d'institutions financières, de la Caisse de dépôt et placement du Québec ou du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement du Gouvernement du Québec, et à contracter des dettes à long terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 100 000 \$ auprès de ce même fonds. Malgré ce qui précède, le montant total des emprunts courants et non courants ne peut excéder en aucun moment un montant total de 1 400 000 \$. Au cours de l'exercice, Loto-Québec a respecté les exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise.

Loto-Québec n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

Les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital n'ont pas changé depuis le 31 mars 2018.

21 | PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

a) Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, Loto-Québec fait l'objet de diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction de Loto-Québec conteste ces réclamations et poursuites judiciaires. Aucune provision n'est comptabilisée dans les livres de Loto-Québec relativement à ces passifs éventuels, car la direction estime que les règlements pouvant découler de celles-ci n'auraient pas d'effet significatif sur les états financiers consolidés.

b) Engagements

(i) Baux

Loto-Québec est liée par des baux échéant à diverses dates jusqu'en mai 2035 pour la location de locaux administratifs et d'un terrain. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement tacite de 2 à 5 ans.

L'échéance des baux liés aux contrats de location simple non résiliables se détaille ainsi :

	2019	2018
Moins de 1 an	25 155	30 459
De 1 an à 5 ans	52 930	75 059
Plus de 5 ans	19 028	24 786
	97 113	130 304

(ii) Contributions au Gouvernement du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

À la demande et avec l'autorisation du Gouvernement du Québec, Loto-Québec s'est engagée auprès du MSSS à verser, dans un compte à fin déterminée du Gouvernement du Québec, une somme annuelle de 22 000 \$ pour financer des activités de prévention, des services de traitement, des programmes de recherche et des campagnes de sensibilisation pour contrer le jeu pathologique.

Puisqu'aucune date de fin d'engagement n'a été précisée par le gouvernement, Loto-Québec n'est pas en mesure d'évaluer le montant total de cet engagement.

Ministère de la Sécurité publique (MSP)

À la demande et avec l'autorisation du Gouvernement du Québec, Loto-Québec s'est engagée auprès du MSP à verser, dans un compte à fin déterminée du Gouvernement du Québec, une somme annuelle de 3 000 \$ pour financer des activités et des mesures intensives de contrôle, qui seront mises en place par la Régie des alcools, des courses et des jeux afin, notamment, d'assurer la gestion des activités de contrôle liées à l'accès aux appareils de loterie vidéo.

Puisqu'aucune date de fin d'engagement n'a été précisée par le gouvernement, Loto-Québec n'est pas en mesure d'évaluer le montant total de cet engagement.

22 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**Politique en matière de gestion des risques**

Dans le cours normal de ses affaires, Loto-Québec est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché découlant des variations des taux de change et des taux d'intérêt. Loto-Québec a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer adéquatement les risques inhérents aux instruments financiers.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que Loto-Québec subisse une perte financière si une autre partie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit. Aucun risque de crédit n'est associé aux fonds en caisse des casinos, car ils ne sont pas détenus par une autre partie. Loto-Québec réduit le risque de crédit associé à l'encaisse en traitant avec des institutions financières reconnues dont les notations par les agences de crédit sont de « catégorie investissement ». Les créances proviennent principalement d'opérations conclues avec un nombre important de détaillants ainsi qu'avec la Société de la Loterie Interprovinciale qui est détenue à parts égales par chacune des provinces canadiennes et mandatée par ces dernières pour conduire et administrer les loteries pancanadiennes. Les autres actifs financiers sont constitués des prêts et de l'avance dans une entreprise comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les créances clients et autres débiteurs en souffrance représentent 1 % des créances en 2019 (2018 : 1 %). Les pertes de crédit attendues, comptabilisées sur tous les actifs financiers décrits précédemment sont négligeables. La direction de Loto-Québec estime que la qualité du crédit de tous ses actifs qui ne sont pas en souffrance est bonne.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Loto-Québec ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Loto-Québec gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Loto-Québec établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de Loto-Québec se détaillent comme suit :

	2019					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Échéance			
			Moins de 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	5 ans et plus
Passifs financiers						
Emprunts bancaires	296 735	296 735	296 735	—	—	—
Dividende à payer	147 404	147 404	147 404	—	—	—
Fournisseurs et frais courus	67 837	67 837	67 837	—	—	—
SCMR	2 340	2 340	2 340	—	—	—
Lots à payer	62 868	62 868	62 868	—	—	—
Lots progressifs à payer	28 701	28 701	28 701	—	—	—
Salaires à payer	92 320	92 320	92 320	—	—	—
Dérivés sur opérations de jeu	5 620	5 620	5 620	—	—	—
Dette à long terme	117 959	162 865	4 431	47 806	32 563	78 065
	821 784	866 690	708 256	47 806	32 563	78 065

2018						
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Échéance			
			Moins de 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	5 ans et plus
Passifs financiers						
Emprunts bancaires	289 294	289 294	289 294	—	—	—
Dividende à payer	168 967	168 967	168 967	—	—	—
Fournisseurs et frais courus	82 557	82 557	82 557	—	—	—
SCMR	1 236	1 236	1 236	—	—	—
Lots à payer	57 841	57 841	57 841	—	—	—
Lots progressifs à payer	24 156	24 156	24 156	—	—	—
Salaires à payer	81 904	81 904	81 904	—	—	—
Dérivés sur opérations de jeu	5 308	5 308	5 308	—	—	—
Dette à long terme	217 832	269 185	106 320	4 431	53 109	105 325
	929 095	980 448	817 583	4 431	53 109	105 325

c) **Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change et les taux d'intérêt, affectent le résultat net de Loto-Québec ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion de risque de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

(i) **Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les prêts, la dette à long terme et les emprunts bancaires portent intérêt à taux fixe. Loto-Québec considère que son exposition au risque de taux d'intérêt sur les prêts et la dette à long terme est minime étant donné qu'elle n'a pas l'intention d'encaisser les prêts ni de rembourser la dette avant leur échéance.

De plus, les emprunts bancaires sont contractés pour combler les besoins temporaires de liquidités pour une période inférieure à 365 jours auprès d'institutions financières ou du ministre des Finances. La gestion de ces emprunts permet de réduire le risque de flux de trésorerie quant aux intérêts versés. Une variation raisonnablement possible de 100 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture n'aurait pas eu d'incidence significative sur le résultat net ni sur les capitaux propres.

d) **Juste valeur**

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Pour la trésorerie, y compris les fonds en caisse des casinos, les créances clients et autres débiteurs, l'avance à la SCMR, les emprunts bancaires, le dividende à payer ainsi que les charges à payer et frais courus, la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des autres instruments financiers de Loto-Québec, tous de niveau 2 à l'exception des dérivés sur opérations de jeu qui sont de niveau 3, selon la hiérarchie des justes valeurs, se détaille comme suit :

	2019		2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts à la SCMR	7 308	7 308	3 808	3 808
	7 308	7 308	3 808	3 808
Dette à long terme	118 375	131 113	217 832	229 818
	118 375	131 113	217 832	229 818

(i) **Actifs financiers non dérivés**

La juste valeur des prêts et de l'avance à la SCMR, est déterminée selon la valeur des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt observable sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

(ii) **Passifs financiers non dérivés**

La juste valeur des passifs financiers non dérivés, dont celle de la dette à long terme, est fondée sur l'estimation des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt observable sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

(iii) **Dérivés sur opérations de jeu**

La juste valeur initiale des dérivés sur les loteries à tirage et sur les paris sur événement correspond au montant de la contrepartie reçue au moment de la vente de participations à ces jeux. Tout changement subséquent dans les probabilités de gains ou de pertes quant à l'issue attendue d'un tirage ou d'un événement ferait varier la juste valeur des dérivés sur opérations de jeu comptabilisés pour les loteries à tirage et paris sur événement n'ayant pas encore eu lieu au 31 mars. Les probabilités de gains ou de pertes pour les loteries à tirage sont basées sur des taux théoriques qui ne varient pas, et il n'y a pas de changements raisonnablement probables aux hypothèses relatives aux paris sur événement qui entraîneraient un changement significatif de la juste valeur des dérivés sur opérations de jeu comptabilisés au 31 mars, bien que le gain réel ou la perte réelle sera déterminé(e) par l'issue du tirage ou de l'événement.

23 | FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	2019	2018
Trésorerie au 31 mars		
Fonds en caisse des casinos	75 786	80 782
Encaisse	25 211	41 439
	100 997	122 221
Variation nette des éléments hors caisse		
Créances clients et autres débiteurs	34 904	(42 253)
Stocks	5 484	(918)
Charges payées d'avance	(1 672)	(3 362)
Charges à payer et frais courus	3 054	24 395
Dérivés sur opérations de jeu	312	(126)
Produits différés	(11 743)	18 767
	30 339	(3 497)
Information supplémentaire		
Acquisitions d'immobilisations corporelles financées par les charges à payer et frais courus	13 959	13 511
Acquisitions d'immobilisations incorporelles financées par les charges à payer et frais courus	2 192	1 052
Quote-part aux partenaires détenteurs des parts C dans la SCMR, incluse dans les charges à payer et frais courus	2 792	2 966

Conciliation des variations des passifs liés aux activités de financement :

	Passifs			Capitaux propres	
	Emprunts bancaires	Dividende à payer	Dette à long terme	Résultats non distribués	Total
Solde au 31 mars 2018	289 294	168 967	217 832	86 300	762 393
Variations provenant des flux de trésorerie liés aux activités de financement :					
Variation nette des emprunts bancaires	7 441	–	–	–	7 441
Dividende payé	–	(21 563)	–	(1 383 206)	(1 404 769)
Remboursement de la dette à long terme	–	–	(100 000)	–	(100 000)
Contributions au Gouvernement du Québec	–	–	–	(25 000)	(25 000)
	7 441	(21 563)	(100 000)	(1 408 206)	(1 522 328)
Autres variations liées à ces passifs :					
Variation des coûts de transactions	–	–	127	–	127
Variations totales liées à ces passifs	7 441	(21 563)	(99 873)	(1 408 206)	(1 522 201)
Total des autres variations liées aux capitaux propres	–	–	–	1 408 206	1 408 206
Solde au 31 mars 2019	296 735	147 404	117 959	86 300	648 398

	Passifs			Capitaux propres	Total
	Emprunts bancaires	Dividende à payer	Dette à long terme	Résultats non distribués	
Solde au 31 mars 2017	391 282	65 651	257 651	86 300	800 884
Variations provenant des flux de trésorerie liés aux activités de financement :					
Variation nette des emprunts bancaires	(101 988)	–	–	–	(101 988)
Dividende payé	–	103 316	–	(1 310 467)	(1 207 151)
Remboursement de la dette à long terme	–	–	(40 000)	–	(40 000)
Contributions au Gouvernement du Québec	–	–	–	(25 000)	(25 000)
	(101 988)	103 316	(40 000)	(1 335 467)	(1 374 139)
Autres variations liées à ces passifs :					
Variation des coûts de transactions	–	–	181	–	181
Variations totales liées à ces passifs	(101 988)	103 316	(39 819)	(1 335 467)	(1 373 958)
Total des autres variations liées aux capitaux propres	–	–	–	1 335 467	1 335 467
Solde au 31 mars 2018	289 294	168 967	217 832	86 300	762 393

24 PARTIES LIÉES

a) Transactions et soldes entre parties liées

Étant donné que le Gouvernement du Québec est l'unique actionnaire, Loto-Québec est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le Gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du Gouvernement du Québec. À l'exception des opérations divulguées dans les états financiers consolidés et qui ont été initialement comptabilisées à la juste valeur, Loto-Québec n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

b) Rémunérations des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et certains dirigeants de Loto-Québec. En complément de leurs salaires, Loto-Québec accorde généralement d'autres avantages à court terme aux dirigeants et contribue, en leur faveur, à des avantages postérieurs à l'emploi, tels des régimes de retraite et d'autres avantages à long terme.

Les principaux dirigeants ont perçu les rémunérations suivantes :

	2019	2018
Avantages du personnel à court terme	3 592	3 393
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	552	521
	4 144	3 914